



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
des entreprises,
de la concurrence,
de la consommation,
du travail et de l'emploi

Insee Dossier

Corse



N° 15

Novembre 2020

La Corse en bref

Édition 2020

Cette publication a été réalisée grâce à la contribution des organismes suivants : Sgac, Direccte, Dreal, Draaf, Rectorat, Carif Oref de Corse. Nous les remercions vivement de cette précieuse collaboration au service de l'information du public.

Sommaire

Territoire - Environnement	4
Population - Conditions de vie	10
Économie générale - Appareil productif	20
Emploi - Marché du travail - Revenus	25
Secteurs d'activité	33
Définitions	44

Directeur de la publication

Véronique Daudin

Rédactrice en chef adjointe

Claude Thomas

Rédacteurs

Philippe Pailler (SRISE)

Georges Winterstein (Dreal)

Joseph Dornbusch (Dreal)

Anne-Christine Turck (Dreal-ORTC)

Céline Maïsani (Direccte)

Jean Christophe Olivi (Rectorat de Corse)

Stéphanie Ruault (CdC)

Obed Atse (ARS)

Antonin Bretel (Insee)

Thomas Dubuis (Insee)

Antoine Luciani (Insee)

Arnaud Luciani (Insee)

Rémi Maleville (Insee)

Eliane Pedinielli (Insee)

Maquette

Claudine Lavergne

Imprimeur

Agence Elixir, Besançon

Contact presse

Courriel : Communication-corse@insee.fr

© Insee 2020

Retrouvez-nous sur www.insee.fr

Avant-Propos

Fruit d'une collaboration entre l'Insee, les services régionaux de l'État (notamment le SGAC, la DIRECCTE, la DREAL et la DRAAF), le Rectorat de l'Académie de Corse et le CARIF OREF de Corse (Collectivité de Corse), cette publication annuelle vise à favoriser la connaissance objective de l'environnement socio-économique de la Corse.

Ce recueil d'informations simples et lisibles, mobilisant les données les plus récentes, s'adresse à tout public, soucieux de mieux connaître et appréhender les spécificités économiques et sociales de notre région dans le contexte national. Sa lecture éclairera aussi bien les acteurs institutionnels, que privés ou issus de la société civile.

Les indicateurs présentés sont structurels. Toutefois, leur production a été réalisée à partir de séries disponibles jusqu'à une référence 2019 au plus tard. Aussi, la présente publication n'intègre pas les effets de la crise sanitaire et économique que traverse notre région actuellement, en raison de la pandémie de COVID19.

Vous constaterez que le contenu de La Corse en Bref s'enrichit au fil du temps pour répondre au mieux aux attentes de tous ses lecteurs. Cette publication offre un panorama le plus complet possible des thématiques à l'échelle régionale. Celles relatives à la population, l'économie générale, le marché du travail, les entreprises, les revenus, la fréquentation touristique et les transports demeurent au cœur de la publication ; elles sont aussi enrichies de données qui portent sur le territoire, l'environnement, le logement ainsi que des informations concernant l'industrie, l'énergie, la construction, le commerce, les services, l'agriculture, la santé, l'enseignement et la formation professionnelle.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Pascal LELARGE

Préfet de Corse
Préfet de Corse-du-Sud

Isabel DE MOURA

Directrice régionale
de la Direccte de Corse

Véronique DAUDIN

Directrice régionale
de l'Insee de Corse

Territoire - Environnement

Une « montagne dans la mer »

Située au cœur du golfe de Gênes, la Corse s'étend sur une superficie de 8 680 km². Elle se caractérise par un relief montagneux et un littoral très découpé. C'est la troisième île de méditerranée en superficie derrière la Sicile et la Sardaigne. Avec 38 habitants au km², c'est la moins densément peuplée (les îles Baléares ont la plus forte densité : 225 habitants par km²). Sa densité de population la situe aussi parmi les départements français les moins denses (moyenne française de 105 habitants/km²).

En 2017, 335 000 personnes résident en Corse, soit un Français sur 200, alors qu'un Espagnol sur 40 vit aux Baléares et un Italien sur 12 en Sicile.

La moitié de la population dans 10 communes

La population insulaire est largement concentrée sur le littoral, et en particulier dans les grandes villes et leur périphérie. Les dix communes les plus peuplées regroupent 173 737 habitants en 2017, soit 52 % de la population totale de l'île. Neuf sur dix sont sur le littoral et huit sur dix se situent en Haute-Corse.

L'aire d'attraction d'une ville définit l'étendue de son influence sur les communes environnantes. En Corse, sept aires d'attraction des villes regroupent 86 % de la population. Ce sont des aires de petite taille : aucune ne dépasse 200 000 habitants. Quatre personnes sur dix vivent dans les pôles des aires contre cinq sur dix au niveau national. Les emplois sont encore plus concentrés que la population dans les pôles. Entre 2007 et 2017, la croissance démographique est supérieure à la tendance nationale, que ce soit dans les pôles, les couronnes ou hors des aires.

Une faune et une flore riches largement couvertes par des dispositifs de protection

La Corse offre toute une gamme de milieux contrastés avec une faune riche et une flore rare et diversifiée. De nombreux dispositifs permettent la préservation de ce patrimoine naturel.

Le Parc Naturel Régional de Corse créé en 1972, recouvre les quatre dixièmes du territoire insulaire, soit 449 500 hectares et associe 178 communes (dont 8 partiellement) des deux départements. Le Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate créé par décret le 15 juillet 2016, couvre 684 100 hectares et est le plus vaste de métropole.

La Corse possède en outre 7 réserves naturelles sur des sites présentant des valeurs biologiques remarquables : l'étang de Biguglia, Scandola (figurant également au patrimoine mondial de l'Unesco), les îles Cerbicale et Finocchiarola, les bouches de Bonifacio (dont les îles Lavezzi) et les Tre Padule de Suartone et le massif du Monte Ritundu. Elles s'étendent sur une superficie globale 87 000 hectares. Elle compte également une réserve biologique domaniale et forestière de 30 hectares regroupant les forêts de Forca et Funtanaccia.

Le réseau Natura 2000 a été mis en place par une directive européenne de 1979 pour la protection des oiseaux appelée « directive oiseaux ». Il offre une protection pour 1 369 600 hectares afin de préserver la diversité biologique exceptionnelle de l'île.

L'acquisition d'espaces naturels constitue également un instrument efficace pour assurer leur conservation. C'est le rôle du Conservatoire du littoral qui possède aujourd'hui 71 sites en Corse, représentant 20 600 hectares.

La Corse en Méditerranée

Îles de Méditerranannée*



*Seules sont mentionnées les îles appartenant à un Etat européen

Indicateurs démographiques des îles méditerranéennes et de leur pays en 2017

	Population nombre	Part dans la population du pays %	Evolution de la population entre 2012 et 2017 %	Superficie totale* km²	Densité de population** hab/km²
France entière (+ dom)	66 809 816	100,0	2,3	632 834	105
Corse	334 938	0,5	5,9	8 680	39
Italie	60 589 445	100,0	2,0	301 336	202
Sicile	5 056 641	8,3	1,1	25 711	198
Sardaigne	1 653 135	2,7	0,9	24 090	69
Espagne	46 527 039	100,0	0,6	505 991	92
Baléares	1 150 962	2,5	-4,4	4 992	225
Grèce	10 768 193	100,0	-2,9	131 957	82
Crète	632 674	5,9	0,5	8 336	76
Iles Ioniennes	204 431	1,9	-1,1	2 307	89
Nord Egée	203 700	1,8	1,5	3 836	52
Sud Egée	338 383	3,1	1,1	5 286	63

*Surface totale incluant les eaux intérieures comme les lacs ou les fleuves

**Pour le calcul de la densité de la population, on utilise le concept de superficie terrestre (excluant la superficie des eaux intérieures) partout où il est disponible

Source : Eurostat

334 938 habitants
en Corse en 201739 habitants au km²
densité de population
la plus faible des îles

Les aires d'attraction des villes

Catégories des aires

De 50 000 à moins de 200 000 habitants

Pôle

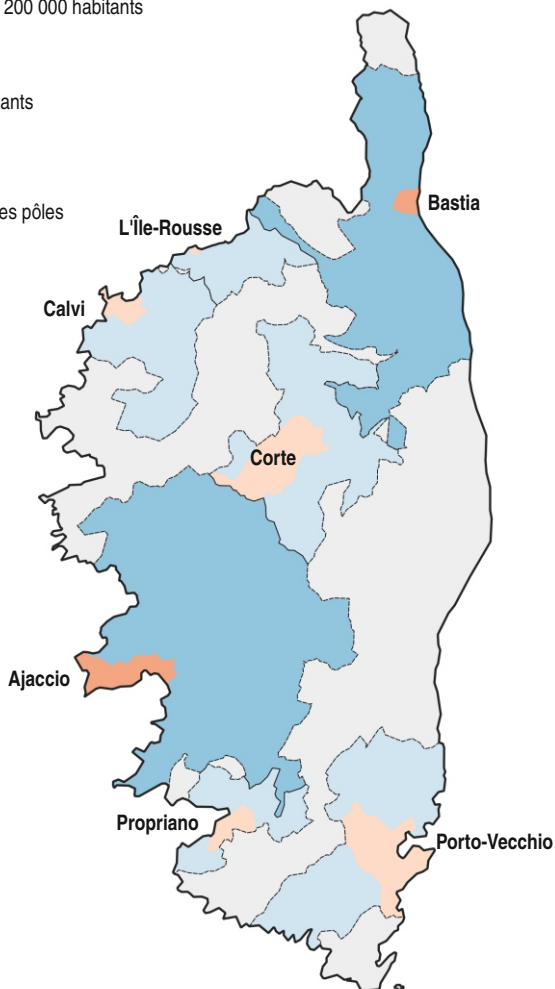
Couronne

Moins de 50 000 habitants

Pôle

Couronne

Hors attraction des pôles



Source : Insee, zonage en aires d'attraction des villes 2020

1 893 km²
Superficie de
l'aire d'attraction
d'Ajaccio

199 km²
Superficie de
l'aire d'attraction
de L'Île-Rousse

Territoire

Les dix communes les plus peuplées de la région au 1^{er} janvier 2017

Par ordre décroissant de population	Population au 1 ^{er} janvier 2017	Part dans la population régionale (en %)
Ajaccio	70 659	21,1
Bastia	45 715	13,6
Porto-Vecchio	12 042	3,6
Borgo	8 760	2,6
Biguglia	7 923	2,4
Corte	7 446	2,2
Lucciana	5 780	1,7
Furiani	5 628	1,7
Calvi	5 559	1,7
Ghisonaccia	4 225	1,3

Source : Insee, Recensement de la population 2017 - Populations légales

Les aires d'attraction des villes 2020

	Communes Nombre	Population 2017 Nombre	Evolution de la population entre 2007 et 2017 (%)	Surface Km ²	Densité Hab/km ²
Ajaccio	79	113 612	13,0	1 893	60
Pôle	1	70 659	9,7	83	847
Couronne	78	42 953	18,8	1 809	24
Bastia	93	108 967	12,4	1 082	101
Pôle	1	45 715	5,5	20	2 317
Couronne	92	63 252	18,0	1 062	60
Porto-Vecchio	10	23 069	15,2	720	32
Pôle	1	12 042	6,3	167	72
Couronne	9	11 027	26,6	553	20
Corte	34	12 670	5,7	726	17
Pôle	1	7 446	10,4	150	50
Couronne	33	5 224	- 0,4	575	9
Calvi	15	11 972	8,1	457	26
Pôle	1	5 559	2,2	32	174
Couronne	14	6 413	13,8	425	15
L'Île-Rousse	12	8 788	11,8	199	44
Pôle	1	3 043	10,1	3	1 184
Couronne	11	5 745	12,8	196	29
Propriano	13	7 498	14,6	238	31
Pôle	2	4 561	19,8	36	126
Couronne	11	2 937	7,4	202	15
Commune hors attraction des pôles	104	48 362	9,4	3 419	14
Corse	360	334 938	11,9	8 732	38

Source : Insee, Recensement de la population 2017

**Ajaccio, Bastia,
Porto-Vecchio**
3 principales communes

104
communes
hors d'attraction
des pôles

Situation géographique



4 aéroports
7 ports

1 000 km
de côtes

Espaces naturels

Réserves et parcs naturels

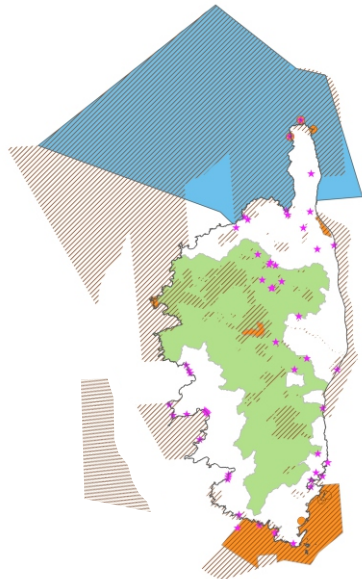
Protections réglementaire

Réserves naturelles de Corse

- moins de 1 500 ha
- plus de 1 500 ha
- ★ Arrêtés de protection de biotope

Protections contractuelles

- Parc Naturel Régional de Corse
- Parc naturel Marin du Cap Corse et de l'Agriate
- ▨ Natura 2000



NB : liste non exhaustive des dispositifs de protection

Sources : MEEM (CGDD/SDDES), MNHN

Dispositifs de protection des espaces naturels au 31 janvier 2019 (non exhaustif)

	Nombre	Superficie cartographique (ha)
Les inventaires		
Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (*)		328 200
de type I	230	143 000
de type II	45	206 200
Principales protections réglementaires :		
Réserves naturelles de Corse	7	87 000
Réserves biologiques domaniales et forestières	1	30
Espaces protégés par des arrêtés de biotope	42	2 400
Principales protections contractuelles :		
Réseau Natura 2000 (*)		1 369 600
Sites d'intérêt communautaire (pSIC et SIC), Directive Habitats		
avec plus de 50 % de milieu marin	14	1 250 000
avec plus de 50 % de milieu terrestre	56	99 000
Zones de protection spéciale (ZPS), Directive Oiseaux		
avec plus de 50 % de milieu marin	7	985 250
avec plus de 50 % de milieu terrestre	15	46 000
Parc naturel régional de Corse	1	449 500
Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate	1	684 100
Principales conventions internationales		
Zones humides d'importance internationale (Ramsar)	5	3 100
Réserve de biosphère (MAB)	1	26 900
Site Unesco du golfe de Porto, Scandola	1	11 900
Sanctuaire Pelagos	1	8 750 000
Maîtrise foncière :		
Terrains acquis par le Conservatoire du Littoral	71	20 600

(*) Les ZNIEFF et les espaces Natura 2000 sont chacun constitués de deux types de zones qui peuvent se superposer. La superficie indiquée est sans double compte.

Sources : MEEM (CGDD/SDDES), MNHN

Le PNRC représente
43 %
de la surface de la Corse

Scandola créée en 1975,
première réserve
naturelle corse

Population - Conditions de vie

Au 1^{er} janvier 2017 la Corse compte 334 938 habitants. Avec 177 689 habitants, la Haute-Corse demeure plus peuplée que la Corse-du-Sud (157 249 habitants).

Une population âgée

Depuis 2012, la population insulaire augmente en moyenne de 1,2 % par an, soit trois fois plus rapidement qu'en moyenne métropolitaine. Cette évolution provient exclusivement du solde migratoire, le solde naturel étant négatif depuis 2013. L'indicateur conjoncturel de fécondité est en dessous de la moyenne nationale avec 1,4 enfant par femme contre 1,8. La croissance de la population est particulièrement forte dans les communes situées en périphérie des grandes villes (Ajaccio et Bastia) et le long du littoral.

La Corse est une région âgée : 23 % de la population corse a 65 ans ou plus en 2017 et 11,1 % a plus de 75 ans, soit des proportions supérieures à la moyenne nationale. Au contraire, la part des moins de 26 ans est de 26,2 % en 2017 (30,9 % en moyenne en France). En 2017, 148 419 ménages résident sur l'île. Fait notable, les familles monoparentales représentent 11,9 % des ménages contre 9,4 % en France.

Les cadres sont deux fois moins fréquents que sur le continent, en lien avec le tissu productif constitué de petites et moyennes entreprises qui favorise au contraire une présence importante d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

L'immigration est essentiellement d'origine européenne (un immigré sur deux) notamment portugaise. Le Maghreb est également bien représenté, en particulier le Maroc.

Un ménage sur deux propriétaire de son logement

Au 1^{er} janvier 2017, 249 667 logements sont recensés en Corse. L'île se caractérise par le poids important de résidences secondaires : elles représentent 37 % du parc contre 9 % au niveau France. Ce taux place les deux départements corses en tête du classement français juste après les Hautes-Alpes (44 %).

En Corse, 55 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale. C'est moins qu'en France (58 %). Les locataires occupant un logement HLM sont aussi moins fréquents qu'en moyenne nationale, ce qui est notamment dû à la faible offre en logement social. Au 1^{er} janvier 2018, le parc locatif social se compose de 14 530 logements.

136 communes dotées d'écoles

En 2019, la région comprend 255 écoles réparties dans 136 communes et 47 collèges et lycées implantés dans 22 communes. Ces établissements accueillent 47 740 élèves, collégiens et lycéens. Si les effectifs du premier degré baissent modérément, notamment dû aux élèves des écoles élémentaires, ceux des lycées généralistes et technologiques sont en régression, sur la dernière période après une hausse importante sur la période précédente. Le nombre de collégiens varie peu depuis 2012.

En 2019-2020, 4 732 étudiants sont inscrits à l'université de Corse, dont 73 % en Licence. Les sciences humaines et sociales regroupent 26,1 % des étudiants.

En 2020, 2 484 places sont disponibles dans le cadre du plan régional de formation professionnelle financé par la Collectivité de Corse. Les domaines de l'Hôtellerie-Restauration-Tourisme et du soutien aux entreprises offrent le plus grand nombre de places.

La région sous-équipée pour l'accueil des personnes âgées

Concernant les établissements de santé, rapporté au nombre d'habitants, la Corse compte moins de lits d'hospitalisation pour le court séjour que la France mais plus pour les soins de suite et de réadaptation.

Parallèlement, l'offre d'accueil pour personnes âgées dépendantes est deux fois plus faible qu'au niveau national. Alternative à l'hébergement, les services de soins à domicile sont développés mais moins qu'en métropole.

Quant aux personnels de santé, l'île comprend 94 généralistes pour 100 000 habitants (92 au niveau national), et trois fois plus d'infirmiers libéraux (471 pour 100 000 habitants contre 173).

Démographie

Population - État civil

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Populations légales au 1 ^{er} janvier 2017	157 249	177 689	334 938	64 639 133
Naissances domiciliées en 2018	1 374	1 480	2 854	717 784
Décès domiciliés en 2018	1 502	1 637	3 139	594 296
Taux de natalité en 2018 (‰)	8,6	8,2	8,4	11,1
Indicateur conjoncturel de fécondité en 2018	1,5	1,4	1,4	1,8
Taux de mortalité en 2018 (‰)	9,4	9,1	9,2	9,2
Espérance de vie à la naissance des hommes en 2018 (ans)	80,8	80,4	80,6	79,6
Espérance de vie à la naissance des femmes en 2018 (ans)	86,4	86,6	86,5	85,5
Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2020 (p)	162 400	182 300	344 700	64 898 000

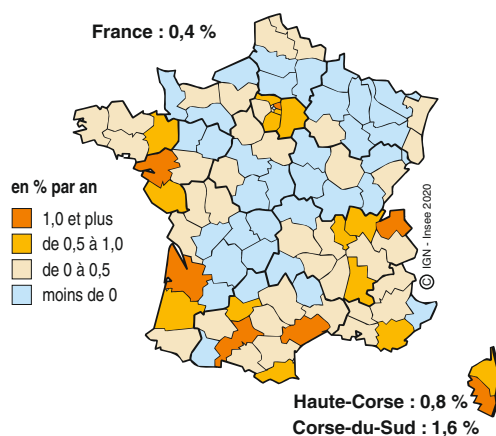
Source : Insee, Estimations localisées de population, Recensement de la population 2017 - Exploitation principale - Etat civil

Évolution de la population

Évolution de la population de 2012 à 2017

	Population aux recensements		Variation totale de population	Taux de variation annuel moyen (en %)		
	2012	2017		total	dû au solde naturel	dû au solde migratoire
Corse-du-Sud	145 429	157 249	11 820	1,6	-0,1	1,6
Haute-Corse	170 828	177 689	6 861	0,8	0,0	0,8
Corse	316 257	334 938	18 681	1,2	0,0	1,2
France	63 375 971	64 639 133	1 263 162	0,4	0,3	0,1

Sources : Insee, Recensements de la population 2012 et 2017

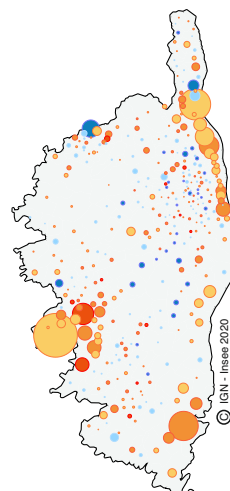


Variation globale



en % par an

- 5,4 et plus
- 2,2 à 5,4
- 0 à -2,2
- de -2,5 à -0,0
- moins de -2,5



Sources : Insee, Recensements de la population - populations légales 2012 et 2017

8,4 ‰
Taux de natalité
en 2018

+ 1,2 %
Évolution annuelle
de la population
entre 2012 et 2017

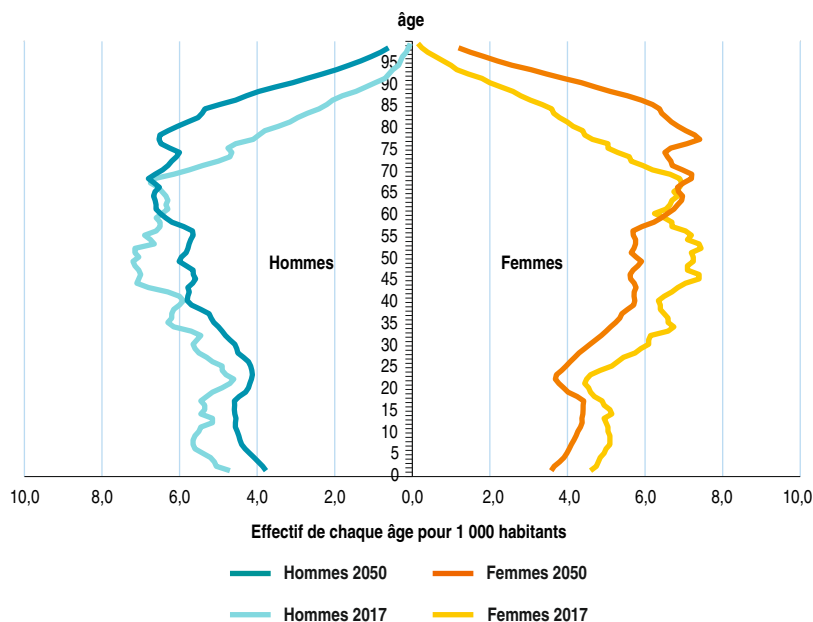
Âge de la population

Répartition de la population par département selon l'âge au 1^{er} janvier 2017

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	Nombre	Nombre	Nombre	%	%
Moins de 12 ans	19 397	21 796	41 193	12,3	14,3
De 12 à 17 ans	9 721	10 908	20 629	6,2	7,4
De 18 à 25 ans	10 659	15 037	25 696	7,7	9,2
De 26 à 44 ans	37 111	41 596	78 707	23,5	23,5
De 45 à 64 ans	43 735	48 070	91 805	27,3	26,0
De 65 à 74 ans	18 799	21 025	39 824	11,9	10,2
75 ans ou plus	17 827	19 257	37 084	11,1	9,4
Ensemble	157 249	177 689	334 938	100,0	100,0

Source : Insee, Recensement de la population 2017 - Exploitation principale

Pyramides des âges de la population en 2017 et 2050



Source : Insee, Omphale 2017 scénario central

26,2 %
de la population
a moins de 26 ans
en 2017

23 %
de la population
a 65 ans ou plus
en 2017

Population

Ménages

Ménages selon le mode de cohabitation en 2017

	Corse	France
Ensemble des ménages	148 419	28 733 024
Ménages d'une personne (%)	32,2	36,4
Homme seul (%)	14,3	15,7
Femme seule (%)	17,9	20,7
Ménages avec famille (%)	64,2	61,5
Couples sans enfant (%)	26,3	26,4
Couples avec enfant(s) (%)	26,0	25,7
Familles monoparentales (%)	11,9	9,4
Autres ménages (%)	3,6	2,1

11,9 %
de familles
monoparentales
dans les ménages
en 2017

53,9 %
des immigrés
sont
européens

Source : Insee, Recensement de la population 2017 - Exploitation complémentaire

Catégories socioprofessionnelles

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2017

	Hommes	Femmes	Ensemble Corse	France
Ensemble	136 259	147 166	283 425	52 999 638
Part des (en %) :				
Agriculteurs exploitants	1,5	0,5	1,0	0,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	8,2	3,2	5,6	3,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,3	4,5	5,4	9,5
Professions intermédiaires	11,5	11,9	11,7	14,2
Employés	11,8	25,0	18,5	16,1
Ouvriers	18,8	2,5	10,4	12,2
Retraités	28,1	26,3	27,2	27,2
Autres personnes sans activité professionnelle	13,8	26,1	20,2	16,5

Source : Insee, Recensement de la population 2017 - Exploitation complémentaire

Immigrés

Répartition de la population immigrée en Corse selon le pays de naissance

	Corse		France	
	nombre	%	nombre	%
Ensemble Europe	17 919	53,9	2 210 883	35,5
Portugal	8 108	24,4	617 804	9,9
Italie	4 074	12,2	285 890	4,6
Autres UE	4 950	14,9	994 521	16,0
Autres pays européens (hors UE)	787	2,4	312 668	5,0
Ensemble Afrique	14 033	42,2	2 838 835	45,6
Maroc	10 027	30,1	770 559	12,4
Algérie, Tunisie, autres pays africains	4 006	12,1	2 068 276	33,2
Autres pays	1 322	3,9	1 181 650	18,9
Total	33 274	100,0	6 231 368	100,0
dont étrangers	25 242		3 824 369	

Source : Insee, Recensement de la population 2017 - Exploitation principale

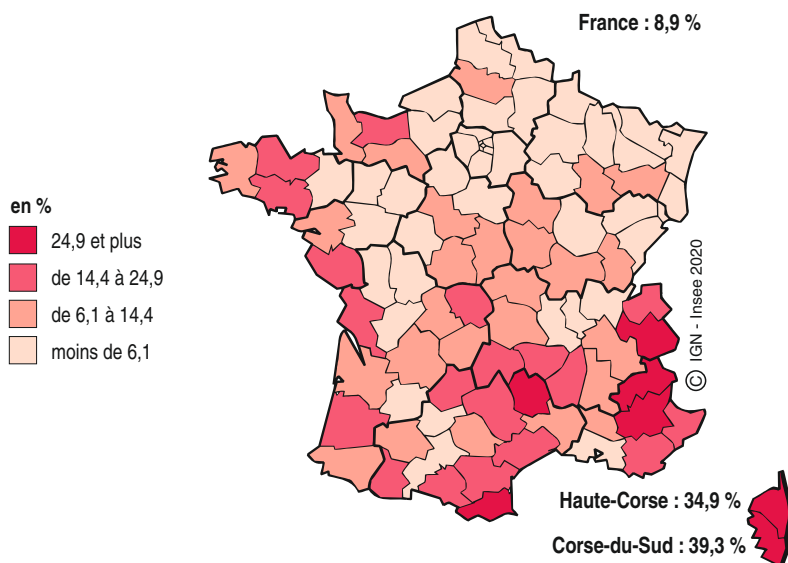
Parc des logements

Parc des logements selon le type en 2017

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	nombre	nombre	nombre	%	%
Résidences principales	68 743	79 689	148 432	59,5	82,1
Résidences secondaires	46 717	45 700	92 417	37,0	8,9
Logements occasionnels	261	586	847	0,3	0,9
Logements vacants	3 126	4 845	7 971	3,2	8,1
Total	118 847	130 820	249 667	100,0	100,0
dont maisons	61 714	66 515	128 229	51,4	55,4
dont appartements	56 076	62 811	118 887	47,6	43,6

Source : Insee, Recensement de la population 2017 - Exploitation principale

Part des résidences secondaires par département en 2017



Source : Insee, Recensement de la population 2017

249 667
logements
en 2017

37 %
de résidences secondaires
dans
le parc de logements

Logements

Statut d'occupation des résidences principales en 2017

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en %
Propriétaire	56,5	54,5	55,4	57,6
Locataire	37,8	40,6	39,3	40,2
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	7,5	8,4	8,0	14,7
Logé gratuitement	5,7	4,9	5,3	2,2

Source : Insee, Recensement de la population 2017 - Exploitation principale

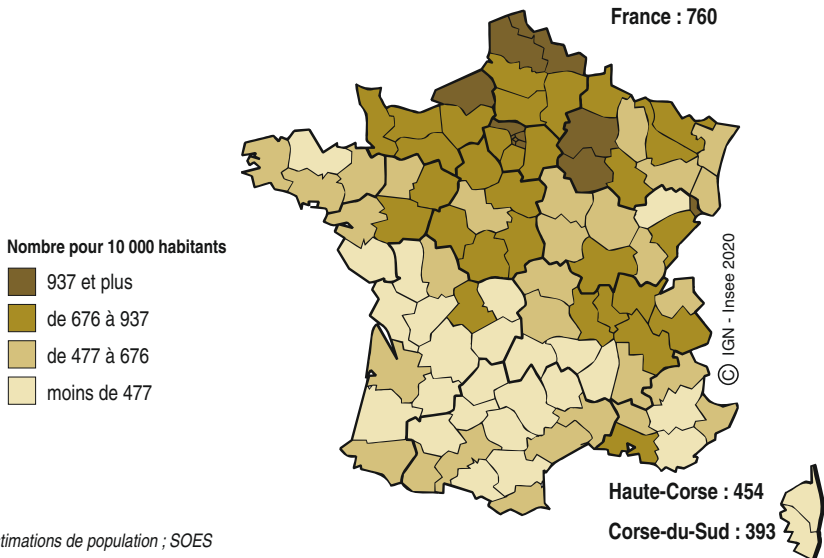
Logements sociaux

Répartition des logements locatifs sociaux par type en Corse au 1^{er} janvier 2019

	Collectifs	Individuels	Total	Répartition %	Nombre de logements mis en location au 1 ^{er} janvier 2019
Corse-du-Sud	5 797	524	6 321	43,5	210
Haute-Corse	7 399	810	8 209	56,5	116
Corse	13 196	1 334	14 530	100,0	326

Sources : MTES / CGDD-SOeS - Enquête RPLS

Nombre de logements locatifs sociaux pour 10 000 habitants par département au 1^{er} janvier 2019



Source : Insee, Estimations de population ; SOES

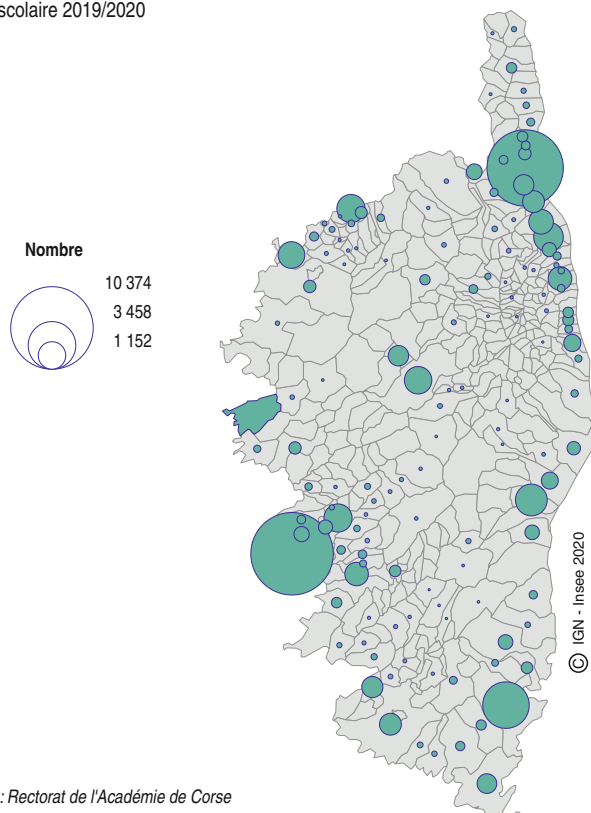
148 432
résidences principales
en 2017

425
logements sociaux
pour 10 000 habitants
en 2019

Éducation

Effectifs des élèves du premier et du second degré par commune de scolarité

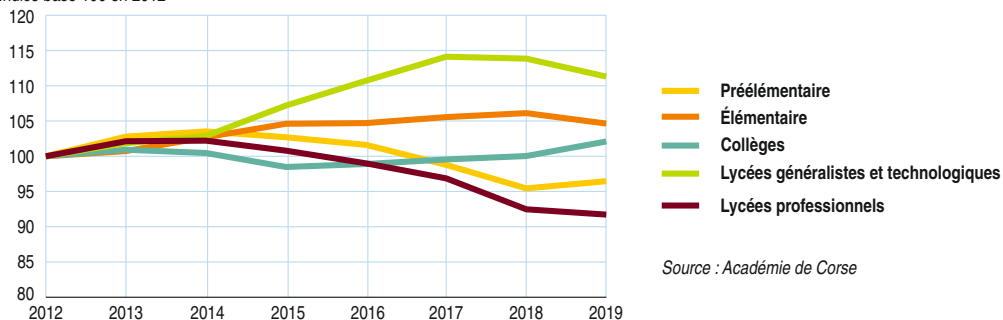
Année scolaire 2019/2020



Source : Rectorat de l'Académie de Corse

Évolution des effectifs scolarisés dans le premier et second degré

Indice base 100 en 2012



Source : Académie de Corse

25 558
élèves
dans le 1^{er} degré

22 461
élèves
dans le 2nd degré

Diplômes

Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2017

	Hommes	Femmes	Ensemble Corse	France
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	125 704	136 187	261 891	47 252 112
Part des titulaires (en %)				
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC ou du brevet des collèges	32,2	32,3	32,2	27,9
d'un CAP ou d'un BEP	24,3	17,4	20,7	25,0
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	20,2	23,0	21,7	16,9
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	23,3	27,3	25,4	30,2

Source : Insee, Recensement de la population 2017 - Exploitation principale

Education

Étudiants de l'Université de Corse par filière et cursus

Année scolaire 2019-2020

Groupe disciplinaire	Licence	Master	Doctorat	Total	Répartition (en %)
Droit	365	149	12	526	11,1
Économie, gestion	459	131	12	602	12,7
Lettres, langues	468	61	14	543	11,5
Sciences humaines et sociales	644	565	25	1 234	26,1
Sciences, STAPS	508	76	14	598	12,6
Sciences fondamentales appliquées	390	77	16	483	10,2
Santé	621	125	0	746	15,8
Total	3 455	1 184	93	4 732	100,0

STAPS : sciences et techniques des activités physiques et sportives

Source : Rectorat de Corse

Formation professionnelle

Plan régional de la formation professionnelle à destination des demandeurs d'emploi

Nombre de places prévisionnelles financées par la Collectivité de Corse dans le cadre du PRFP 2020

	Niveau préparé				Nombre de places
	Sans niveau spécifique	Préparatoire	Niveau bac et infra-bac	Post-bac	
Action d'insertion sociale et professionnelle	923	0	0	0	923
Agriculture et environnement	0	20	174	8	202
Commerce	0	0	10	0	10
Construction, bâtiment et travaux publics	0	0	151	0	151
Hôtellerie, restauration, tourisme	0	0	420	0	420
Maintenance	0	0	14	0	14
Maritime	0	0	28	0	28
Sanitaire et social	0	146	69	0	215
Services à la personne et à la collectivité - Sécurité	0	0	18	0	18
Sport, loisirs et animations	0	0	44	0	44
Support à l'entreprise	60	0	221	48	329
Transport et logistique	58	0	72	0	130
Total général	1 041	166	1 221	56	2 484

Le Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) permet de financer environ 800 entrées en formation supplémentaires

Source : Collectivité de Corse - Carif - Oref de Corse

1/4 de la population
est titulaire d'un diplôme
de l'enseignement
supérieur

2 484 places
pour le PRFP
2020

Établissements de santé

Équipements des établissements de santé au 1^{er} janvier 2019

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
				en lits et places
Taux d'équipement pour 1 000 habitants				
Court séjour (1)				
Médecine	1,6	1,5	1,5	2,1
Chirurgie	1,1	1,0	1,0	1,2
Gynécologie-obstétrique pour 1 000 femmes de 15 ans et plus	0,5	0,5	0,5	0,6
Hospitalisation à domicile	0,3	0,6	0,5	0,3
Soins de suite et de réadaptation (moyen séjour)	3,3	1,1	2,2	1,8
Psychiatrie adultes	1,5	1,5	1,5	1,4
Psychiatrie Infanto-juvénile pour 1 000 enfants de 0 à 16 ans	1,0	1,0	1,0	0,9

(1) : comprend l'hospitalisation complète (en lits), l'hospitalisation de jour ou nuit et la chirurgie ambulatoire (en places), l'hospitalisation à domicile en médecine (en places)

Sources : SAE ; Insee estimations de population - Exploitation Fnors, statiss 2019

Accueil des personnes âgées au 1^{er} janvier 2019

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
				en places
Taux d'équipement pour 1 000 habitants de 75 ans ou plus				
dans les structures d'hébergement permanent non EHPAD (1)	10,1	2,9	6,5	25,7
dans les établissements d'hébergement EHPAD	47,8	51,6	49,7	99,5
dans les services de soins à domicile SSIAD et SPASAD	17,3	11,5	14,4	20,4

EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

(1) : places en maisons de retraite, logements de logements-foyers, places unités de soins de longue durée

Sources : ARS et Drees, Finess ; Insee, estimations de population - Fnors, statiss 2019

Personnels de santé

Personnels de santé au 1^{er} janvier 2019

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
	nombre	nombre	nombre	Densité pour 100 000 habitants
Médecins généralistes libéraux et salariés	223	236	459	134
Médecins spécialistes libéraux et salariés	252	227	479	140
Pharmaciens	220	230	450	132
Chirurgiens-dentistes	147	128	275	81
Masseurs kinésithérapeutes	304	317	621	182
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	2 101	2 035	4 136	1 211
				Densité pour 100 000 habitants

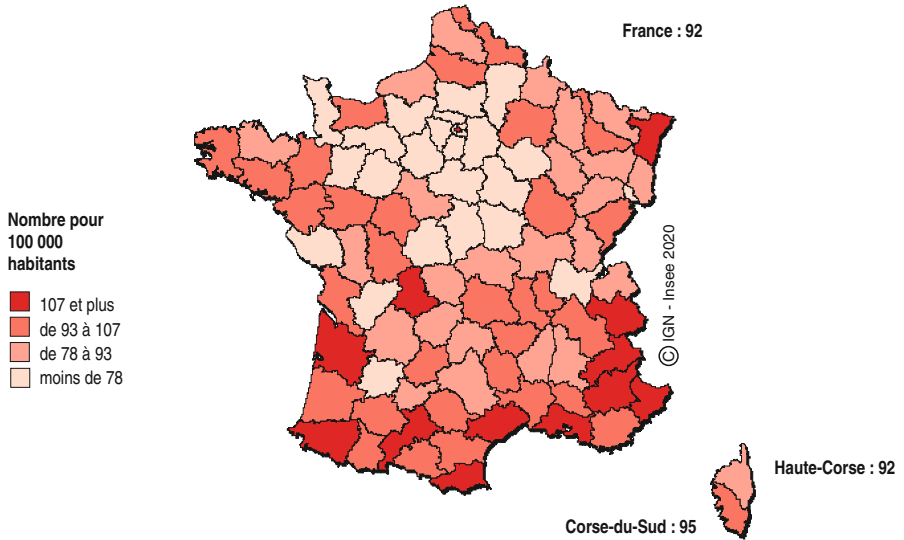
Sources : ARS et Drees, Finess ; Insee, estimations de population - Fnors, statiss 2019

56 places
d'hébergement global
pour 1 000 personnes
de 75 ans ou plus

938
médecins généralistes
et spécialistes

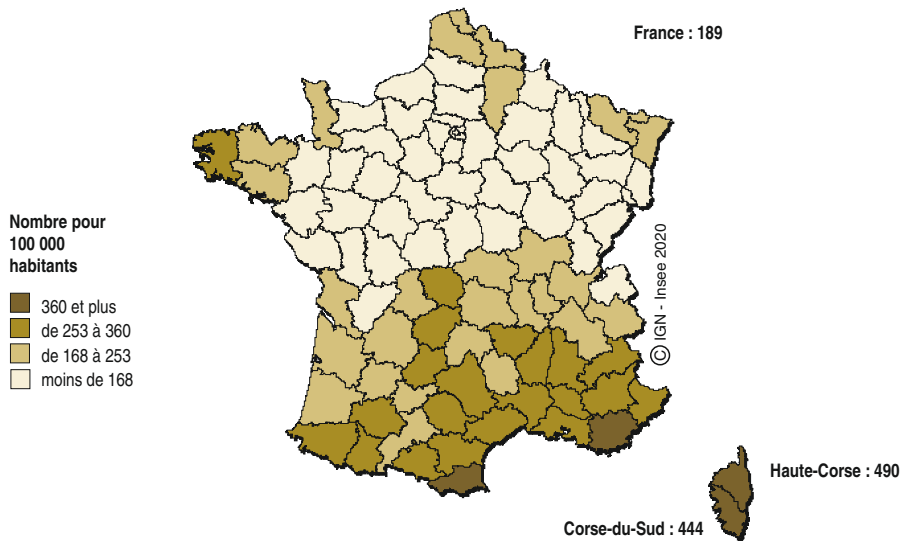
Personnels de santé

Densité de médecins généralistes libéraux au 1^{er} janvier 2019



Sources : Adrees / ASIP-Santé, répertoire Adeli, et RPPS ; Insee, estimations de population

Densité d'infirmiers libéraux au 1^{er} janvier 2019



Sources : Adrees / ASIP-Santé, répertoire Adeli, et RPPS ; Insee, estimations de population

94
généralistes libéraux
pour 100 000 habitants

471
infirmiers libéraux
pour 100 000 habitants

Économie générale - Appareil productif

Stabilité du PIB depuis 2011

En 2015, le produit intérieur brut de la Corse s'élève à 8,87 milliards d'euros. Après une phase de forte croissance en volume depuis 1997, le PIB stagne à partir de 2011. Avec 26 954 euros, le PIB par habitant reste 4 % en deçà de la moyenne de France de province. L'écart s'est toutefois fortement réduit en dix ans : il était de 15 % en 2004.

Une économie fortement tertiaisée

En 2015, le tertiaire marchand concentre 50 % de l'ensemble de la richesse créée dans la région. Ce secteur occupe une place prépondérante dans l'économie corse, à laquelle contribuent les activités liées au tourisme. Vient ensuite le tertiaire non marchand qui est surreprésenté dans la région avec 33 % de la valeur ajoutée. Cette part situe la Corse en haut du classement national ; elle est bien supérieure à la moyenne française (10 points de plus qu'en métropole et 7 points de plus qu'en province). Autre secteur important sur le territoire insulaire, le BTP représente 9 % de la richesse produite en Corse contre 6 % en moyenne de province.

Des établissements de petite taille

Au 31 décembre 2017, 44 162 établissements sont implantés en Corse. Les petits établissements dominent le tissu économique régional : 57,3 % n'ont pas de salariés et 95,3 % en ont moins de dix. Seuls 2,1 % comptent plus de 20 salariés, soit une part plus faible qu'au niveau national (2,3 %).

Les trois quarts des établissements insulaires relèvent du secteur tertiaire, avec une dominance du commerce, des services aux entreprises et des services administrés. Leur répartition sectorielle se caractérise notamment par une surreprésentation de l'hébergement-restauration qui est deux fois plus fréquente qu'en moyenne française. De même, forte de 5 623 structures, la construction concentre 12,7 % des établissements de l'île contre 5,8 % en métropole.

5 036 entreprises créées en 2019

En 2019, 5 036 entreprises marchandes non agricoles sont créées dans la région. Parmi elles, 1 554 relèvent des services aux entreprises, 1 017 des services aux particuliers et 861 de la construction, ces secteurs étant les plus créateurs. Le taux de création, nombre de créations rapportées au stock d'entreprises, est en deçà du taux national : 12,9 % contre 16,5 %.

En Corse comme au niveau national, les micro-entreprises ont moins de succès qu'à leurs débuts. Leur part dans les créations d'entreprises passe de 52 % en 2009 à 31,4 % cette année. En France métropolitaine, elle évolue de 56 % à 48 % sur la période.

Enfin, 407 défaillances d'entreprises sont enregistrées sur l'île en 2019. Par rapport à 2018, leur nombre augmente de 2 % alors qu'il diminue de 5 % au niveau national.

Un artisanat développé

En 2019, la Corse compte 14 491 entreprises artisanales. Les deux départements corses, avec le Var et les Alpes-Maritimes, sont les départements français où la densité artisanale est la plus élevée, supérieure à 342 entreprises pour 10 000 habitants. Par comparaison, la quasi-totalité des départements de la moitié nord de la France compte moins de 200 entreprises artisanales pour 10 000 habitants.

Dans la région, les trois quarts des entreprises artisanales se répartissent dans la construction (45,2 %) et les services (29,5 %). Parmi les artisans de la construction, rapportés à la population, l'île compte quatre fois plus de maçons et deux fois plus d'électriciens qu'au niveau national.

Produit intérieur brut

Les séries PIB seront disponibles à partir de janvier 2021 sur le site insee.fr

Produit intérieur brut en 2015

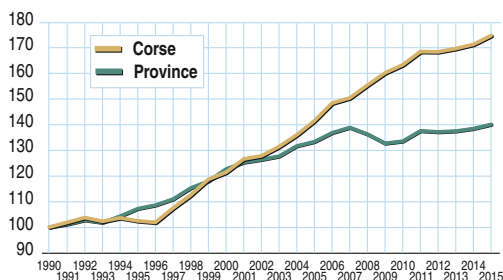
	Corse	Province	France
PIB total (millions d'euros)	8 868	1 483 685	2 152 508
PIB par habitant (euros)	26 954	28 021	30 114
PIB par emploi (euros)	72 047	71 412	74 208

Données 2015 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux - Base 2010

Évolution du PIB en volume

Indice base 100 en 1990

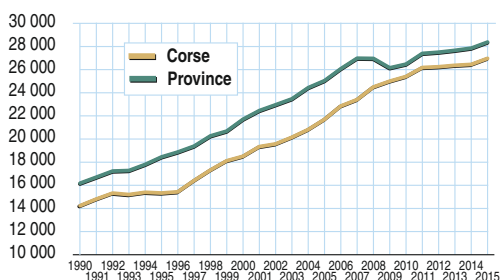


Données 2015 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux - base 2010

Évolution du PIB par habitant

Euros par habitant

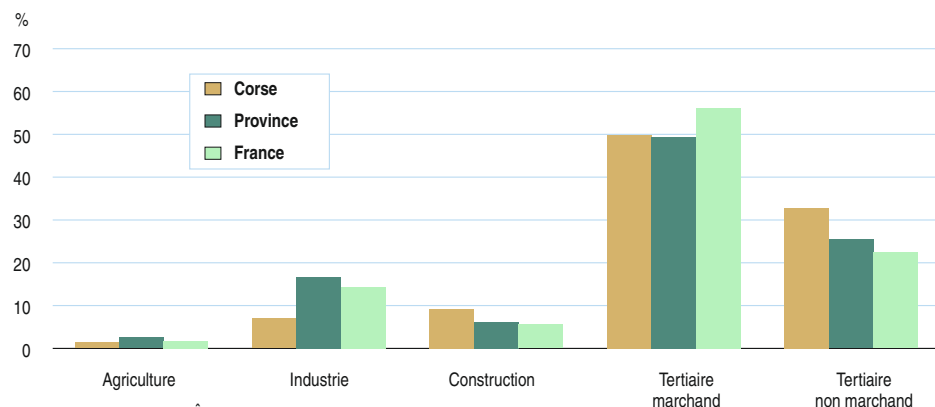


Données 2015 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux - base 2010

Valeur ajoutée brute

Répartition de la valeur ajoutée brute par secteur d'activité en 2015



Province : métropole hors Île-de-France

Source : Insee, Comptes régionaux - Base 2010 (données 2015 semi-définitives)

8,87 milliards d'euros
PIB régional
en 2015

33 %
Poids du non marchand
dans la valeur ajoutée
en 2015

Établissements

Établissements selon l'activité par département au 31 décembre 2017

	Corse- du-Sud nombre	Haute- Corse nombre	Corse		France
			nombre	%	%
Agriculture, sylviculture et pêche	1 105	2 179	3 284	7,4	6,1
Industrie	956	1 083	2 039	4,6	3,1
Construction	2 761	2 862	5 623	12,7	5,8
Commerce, réparation automobile	2 868	2 895	5 763	13,1	9,2
Transports et entreposage	371	418	789	1,8	1,8
Hébergement et restauration	2 089	1 886	3 975	9,0	3,4
Information et communication	238	228	466	1,1	1,6
Activités financières et d'assurance	255	310	565	1,3	1,4
Activités immobilières	410	373	783	1,8	1,2
Activités scientifiques, techniques et de soutien	2 628	2 328	4 956	11,2	9,5
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	4 325	4 980	9 305	21,1	26,4
Autres activités de services	3 498	3 115	6 613	15,0	30,6
Total	21 504	22 658	44 162	100,0	100,0
<i>dont particuliers employeurs*</i>	<i>3 801</i>	<i>3 588</i>	<i>7 389</i>	<i>16,7</i>	<i>41,5</i>

*les particuliers employeurs sont répartis dans les secteurs « Administration publique, enseignement, santé, action sociale » et « Autres activités de services »

Source : Insee, FLORES et base non-salariés (ACOSS & MSA) 2017

Établissements selon l'activité et la taille au 31 décembre 2017

	Total nombre	0 salarié %	1 à 9 salariés %	10 à 19 salariés %	20 salariés et plus %
Agriculture, sylviculture et pêche	3 284	86,0	12,0	1,2	0,9
Industrie	2 039	59,1	33,3	4,6	3,0
Construction	5 623	64,6	30,6	3,3	1,5
Commerce, réparation automobile	5 763	51,0	42,7	3,9	2,5
Transports et entreposage	790	45,4	37,1	8,9	8,6
Hébergement et restauration	3 975	57,9	39,2	2,3	0,6
Information et communication	466	65,3	28,3	2,8	3,6
Activités financières et d'assurance	565	17,4	75,2	5,1	2,3
Activités immobilières	783	53,9	44,0	1,3	0,9
Activités scientifiques, techniques et de soutien	4 955	64,8	31,6	2,2	1,4
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	9 305	54,2	39,3	2,7	3,8
Autres activités de services	6 613	44,9	54,0	0,7	0,5
Total Corse	44 162	57,3	38,0	2,6	2,1
<i>dont particuliers employeurs*</i>	<i>7 389</i>	<i>28,9</i>	<i>71,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
France	8 751 064	48,4	47,2	2,2	2,3
<i>dont particuliers employeurs*</i>	<i>3 629 518</i>	<i>29,9</i>	<i>70,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>

*les particuliers employeurs sont répartis dans les secteurs « Administration publique, enseignement, santé, action sociale » et « Autres activités de services »

Source : Insee, FLORES et base non-salariés (ACOSS & MSA) 2017

44 162
établissements
fin 2017

95,3 %
d'établissements
de moins de 10 salariés

Démographie d'entreprises

Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2019

	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse			France	
			nombre	%	Poids micro-entreprises*	%	Poids micro-entreprises*
Industrie	139	187	326	6,5	16,9	4,6	29,2
Construction	465	396	861	17,1	18,2	9,7	21,4
Commerce	332	353	685	13,6	19,4	14,5	34,9
Hébergement et restauration	297	210	507	10,1	11,0	4,6	27,6
Transport et entreposage	58	28	86	1,7	31,4	10,4	63,8
Services aux entreprises	826	728	1 554	30,8	39,5	35,9	52,6
Services aux particuliers	521	496	1 017	20,2	53,1	20,3	62,5
Ensemble	2 638	2 398	5 036	100,0	31,4	100,0	47,9

Champ : activités marchandes non agricoles

*depuis le 1^{er} janvier 2015 l'auto-entrepreneur devient « micro-entrepreneur »

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements

Taux de création d'entreprises par secteur d'activité en 2019

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Industrie	13,0	13,8	13,4	12,7
Construction	12,7	11,3	12,0	12,3
Commerce	10,0	10,1	10,0	13,4
Hébergement et restauration	12,0	9,9	11,0	11,9
Transport et entreposage	13,8	6,8	10,3	49,3
Services aux entreprises	16,4	14,6	15,5	19,2
Services aux particuliers	14,4	13,3	13,8	15,2
Ensemble	13,5	12,2	12,9	16,5

en %

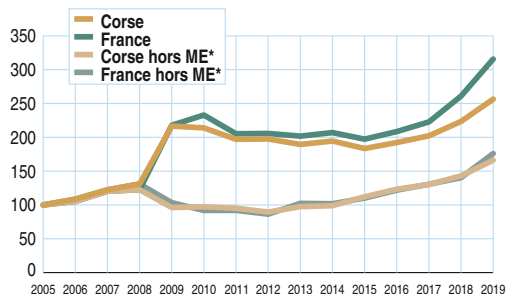
Taux de création : ensemble des créations sur une année donnée rapporté au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année

Champ : activités marchandes non agricoles

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements

Évolution des créations d'entreprises

Indice base 100 en 2005



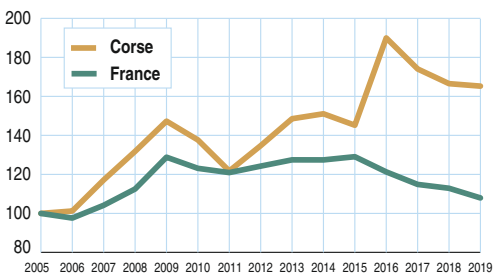
*ME : Micro entreprises

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements

5 036
entreprises créées
en 2019

Évolution des défaillances d'entreprises en date de jugement

Indice base 100 en 2005



Source : Fiben, Banque de France

12,9 %
Taux de
création d'entreprises

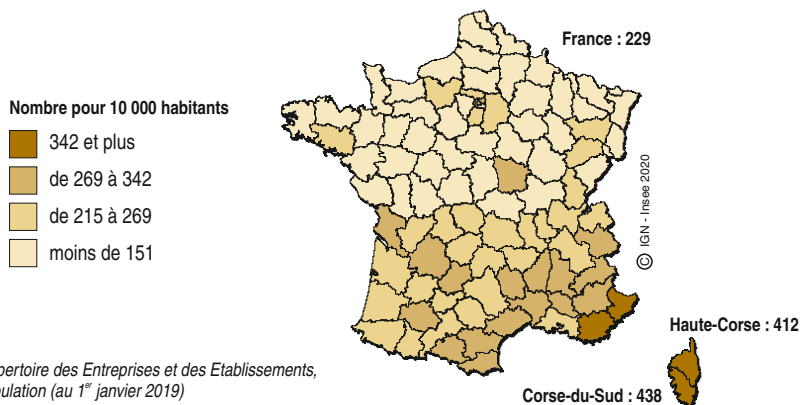
Entreprises artisanales

Entreprises artisanales selon le secteur d'activité au 1^{er} janvier 2019

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Entreprises artisanales (nombre)	7 041	7 450	14 491	1 486 560
Industrie (%)	13,3	15,0	14,2	14,3
dont : industries agroalimentaires	4,5	5,3	4,9	3,6
Construction (%)	47,8	42,8	45,2	37,6
Commerce et réparation automobile (%)	9,9	12,0	11,0	12,0
Services (%)	28,9	30,1	29,5	36,1
dont : act. Scient. et techn., serv admin et de soutien	10,3	9,0	9,7	10,2
hébergement et restauration	4,4	5,4	4,9	5,3

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

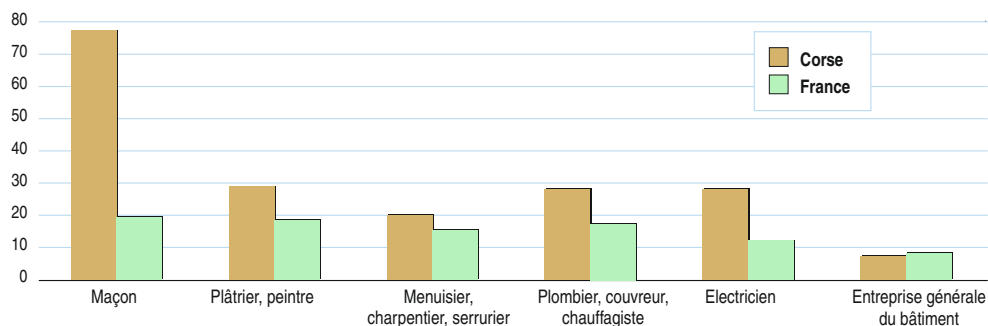
Entreprises artisanales pour 10 000 habitants par département au 1^{er} janvier 2019



Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2019)

Artisans du bâtiment pour 10 000 habitants au 1^{er} janvier 2019

Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants



Source : Insee, Base permanente des équipements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2019)

45,2 %
des entreprises artisanales
dans la construction

424
entreprises artisanales
pour
10 000 habitants

Emploi - Marché du travail - Revenus

Participation croissante des femmes au marché du travail

Avec 147 741 personnes en emploi ou au chômage, le taux d'activité de la Corse s'établit à 71,5 % en 2017. Bien qu'il reste en deçà du taux national, il progresse nettement depuis 1999 avec une participation croissante des femmes au marché du travail. En effet, même s'il est inférieur à celui des hommes, le taux d'activité féminin (66,5 %) croît de 14 points en quinze ans.

Le secteur tertiaire principal employeur de l'île

Fin 2018, près de 129 621 emplois sont recensés en Corse. Depuis 1990, l'emploi total régional progresse à un rythme plus soutenu qu'au niveau national (+55 % contre +21 %). Cette tendance favorable profite aux deux départements mais l'emploi se développe davantage en Corse-du-Sud (+61 %) qu'en Haute-Corse (+49 %).

L'emploi salarié concentre 84,5 % des emplois et se répartit principalement entre le tertiaire marchand et le secteur administré. La construction constitue un autre pilier de l'économie avec un poids en emplois salariés deux fois plus important qu'à l'échelle nationale. En revanche, l'industrie reste peu développée.

La Corse se distingue également par une part élevée de non-salariés liée à la présence forte d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise individuelle dans le tissu productif régional. La part de l'emploi non salarié est de 15,5 % en Corse contre 11,7 % au niveau national.

Un taux de chômage en repli mais au niveau de la moyenne nationale

Au 4^e trimestre 2019, le taux de chômage régional s'établit à 7,8 % de la population active au même niveau que le taux national. En lien avec la bonne situation de l'emploi, l'année 2019 confirme le recul amorcé en 2015 et met fin au mouvement de hausse qui perdurait depuis 2009. Au niveau départemental, le taux de chômage demeure de 1 point plus élevé en Haute-Corse.

Fin décembre 2019, 21 130 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en Corse (catégories ABC, en données corrigées des variations saisonnières). Sur un an, ce nombre est en baisse de 5,2 % en région et de 2,9 % en France métropolitaine. Les 50 ans ou plus sont particulièrement concernés par le chômage et représentent un quart des demandeurs d'emploi de catégories ABC. La demande d'emploi de longue durée est moins fréquente sur l'île que sur le continent. Ce phénomène s'explique en partie par l'activité saisonnière, très créatrice d'emplois, qui limite les longues périodes d'inactivité.

Les familles monoparentales et les jeunes les plus touchés par la pauvreté

La Corse est la région de métropole la plus touchée par la pauvreté monétaire. En 2017, la moitié des personnes vivent dans un ménage où le revenu disponible par unité de consommation est inférieur à 20 000 € contre 21 030 € au niveau France. Sur l'île, 18,7 % des personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les familles monoparentales, les jeunes de moins de 30 ans et les personnes âgées de plus de 75 ans sont particulièrement concernées.

La part des personnes percevant le Revenu de Solidarité Active est plus faible en Corse avec 1,8 % contre 2,5 % nationalement. De la même manière la couverture maladie universelle complémentaire bénéficie à un public moindre dans l'île. À l'inverse la part des bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie est supérieure en région notamment du fait d'une pauvreté importante des personnes âgées.

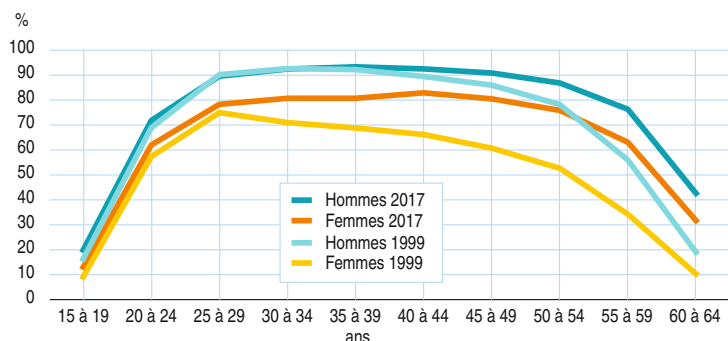
Population active

Population active parmi les 15-64 ans en 2017

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Actifs (nombre)	71 431	76 310	147 741	30 729 210
Taux d'activité (%)	74,0	69,4	71,5	74,0
Taux d'activité des hommes (%)	78,7	75,0	76,7	76,8
Taux d'activité des femmes (%)	69,5	63,9	66,5	71,2
Actifs ayant un emploi (nombre)	63 182	66 118	129 300	26 464 205
Taux d'emploi (%)	65,5	60,1	62,6	63,7
Taux d'emploi des hommes (%)	71,0	66,9	68,8	66,6
Taux d'emploi des femmes (%)	60,1	53,5	56,6	60,9
Taux d'emploi des 15 - 24 ans (%)	31,6	27,5	29,3	28,8
Taux d'emploi 25 - 54 ans (%)	78,1	73,3	75,6	79,2
Taux d'emploi 55 - 64 ans (%)	51,1	47,1	49,0	49,3

Source : Insee, Recensement de la population 2017 - Exploitation principale

Évolution du taux d'activité par sexe et tranche d'âge en Corse



66,5 %
Taux d'activité
des femmes
en 2017

15,5 %
d'emplois
non salariés
fin 2018

Sources : Insee, Recensements de la population 1999 et 2017

Emploi

Emploi non salarié par grand secteur d'activité au 31 décembre 2018

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Non salariés (effectif)	9 395	10 667	20 062	2 881 198
Agriculture (%)	9,5	16,2	13,0	13,4
Industrie (%)	5,0	5,4	5,2	5,0
Construction (%)	17,1	15,8	16,4	11,0
Tertiaire marchand (%)	49,9	44,4	47,0	51,1
Tertiaire non marchand (%)	18,6	18,3	18,4	19,6
Part sur l'emploi total (%)	14,0	17,0	15,5	11,7

Données 2018 provisoires

Source : Insee, Estimations localisées d'emploi

Emploi - Marché du travail

Emploi salarié par secteur d'activité détaillé au 31 décembre 2018

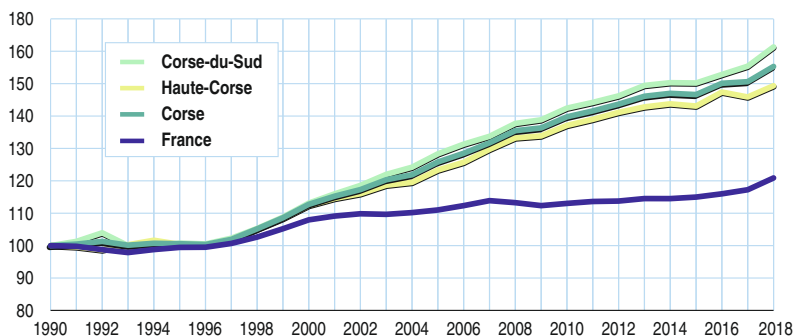
	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse nombre	%	France %
Agriculture, sylviculture et pêche	496	2 436	2 932	2,7	1,0
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 454	821	2 275	2,1	1,5
Denrées alimentaires, produits à base de tabac	1 057	1 455	2 512	2,3	2,3
Équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	76	88	164	0,1	1,7
Matériels de transport	215	13	228	0,2	1,4
Autres produits industriels	767	802	1 569	1,4	5,7
Construction	5 422	5 261	10 683	9,8	5,5
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	8 331	8 940	17 271	15,8	12,6
Transports et entreposage	3 462	2 933	6 395	5,8	5,6
Hébergement et restauration	2 784	2 501	5 285	4,8	4,2
Information et communication	801	543	1 344	1,2	3,2
Activités financières et d'assurance	1 175	1 315	2 490	2,3	3,5
Activités immobilières	524	519	1 043	1,0	1,0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	4 385	4 081	8 466	7,7	13,9
Adm. publique, enseignement, santé, action sociale	23 953	17 912	41 865	38,2	31,8
Autres activités de services	2 668	2 370	5 038	4,6	5,2
Total	57 570	51 990	109 560	100,0	100,0

Données 2018 provisoires

Source : Insee, Estimations localisées d'emploi

Évolution de l'emploi total

Indice base 100 en 1990



109 560
salariés
en 2018

38,2 %
de l'emploi salarié
dans
le secteur administré

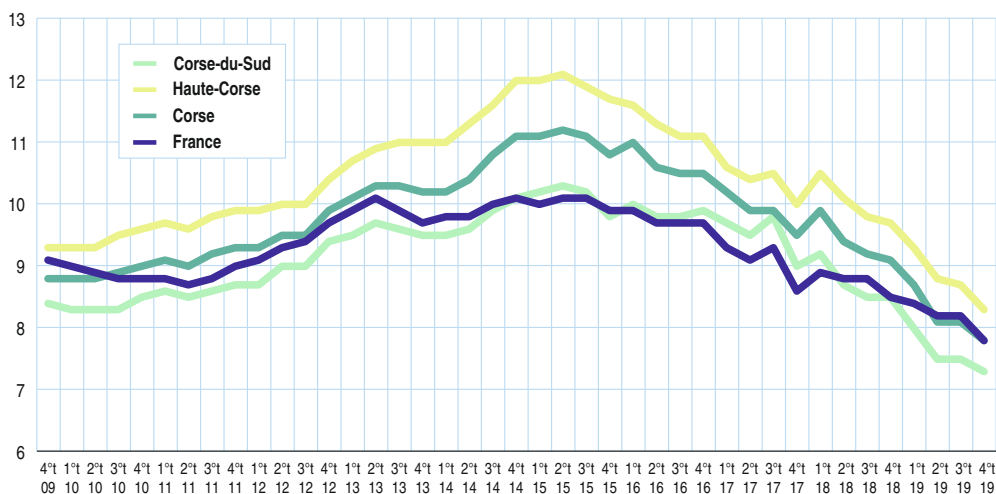
Données 2017 provisoires

Source : Insee, Estimations localisées d'emploi

Taux de chômage

Évolution trimestrielle du taux de chômage localisé

(série corrigée des variations saisonnières)



Source : Insee

Taux de chômage annuel moyen en 2019

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Total Corse	France
Ensemble	7,9	9,1	8,5	8,4
Femmes	8,5	10,4	9,4	8,4
Hommes	7,5	7,9	7,7	8,5
Moins de 25 ans	19,7	21,8	20,8	19,6
De 25 à 49 ans	7,3	8,2	7,7	7,8
Plus de 50 ans	6,0	6,9	6,4	6,3

Source : Insee

7,8 %
Taux de chômage régional
au 4^e trimestre 2019

9,4 %
Taux de chômage
annuel moyen
des femmes en Corse

La demande d'emploi

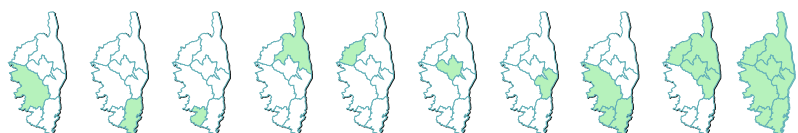
La demande d'emploi de catégories A et ABC au 31 décembre 2019

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en milliers
Les catégories A et ABC (données CVS)				
catégorie A	7 880	8 400	16 290	3 305,8
évolution sur un an (%)	- 3,4	- 7,2	- 5,3	- 3,2
catégories ABC	10 110	11 020	21 130	5 448,5
évolution sur un an (%)	- 3,2	- 6,9	- 5,2	- 2,9

Données en fin de mois - corrigées des variations saisonnières

Sources : Direccte / Pôle emploi

La demande d'emploi de catégories ABC par zone d'emploi au 31 décembre 2019



	Ajaccio	Porto-Vecchio	Sartène-Propriano	Bastia	Calvi-L'Île-Rousse	Corte	Ghisonaccia-Aléria	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Total Corse
Effectifs données CVS	6 853	2 482	778	7 423	1 818	581	1 195	10 110	11 020	21 130
Structure (%)	32,4	11,7	3,7	35,1	8,6	2,7	5,7	47,8	52,2	100,0
Evolution sur un an (%)	- 2,0	- 5,6	- 4,8	- 8,3	- 3,9	- 4,3	- 4,0	- 3,2	- 6,9	- 5,2
Éléments de structure des DEFM (%)										
< 25 ans	12,5	13,2	12,4	13,3	12,6	13,5	12,1	12,8	13,1	12,9
> 50 ans	28,7	26,5	35,0	28,5	27,7	32,0	29,5	28,7	28,7	28,7
Femmes	54,0	56,6	54,4	55,8	57,0	53,5	55,6	54,6	55,9	55,3
Demandeurs d'emploi										
de longue durée	36,1	13,9	17,9	34,3	18,7	39,6	33,9	29,3	31,9	30,7
handicapés*	9,8	4,7	7,8	9,8	4,6	6,9	6,5	8,1	8,2	8,2

*absence de données cvs pour les demandeur d'emploi handicapés - part calculée à partir des données brutes

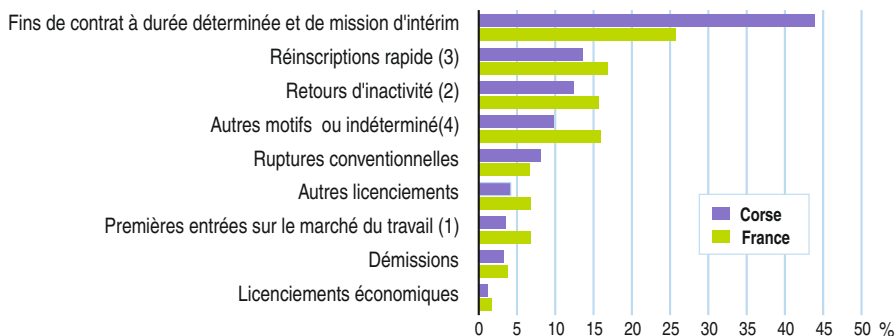
Sources : Direccte / Pôle emploi

55 %
de femmes chez les
demandeurs d'emploi
en 2019

- 5,3 %
Baisse des DEFM A
entre 2018 et 2019

Emploi - Marché du travail

Les inscriptions au chômage / cumul annuel 2019



(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la 1^{ère} fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive

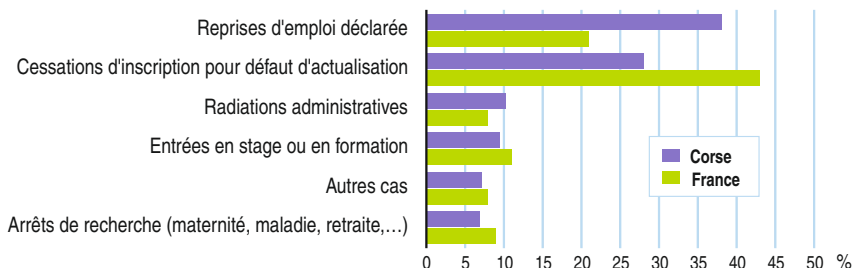
(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité)

(4) Fin d'activité non salarié, retour en France, recherche d'un autre emploi

Sources : Direccte / Pôle emploi

Les sorties du chômage / cumul annuel 2019



Sources : Direccte / Pôle emploi

L'offre d'emploi

L'offre d'emploi / cumul annuel 2019

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Données brutes				
Nombre d'offres	8 680	9 750	18 430	3 285 396
dont offres durables	4 108	3 610	7 718	1 947 074
évolution sur un an* (%)	- 2,6	1,7	- 0,4	- 2,5

* de l'ensemble des offres

Sources : Direccte / Pôle emploi

44 %
des inscriptions
à Pôle emploi
liées à une fin de contrat

38 %
des sorties
de Pôle emploi
liées à une reprise d'emploi

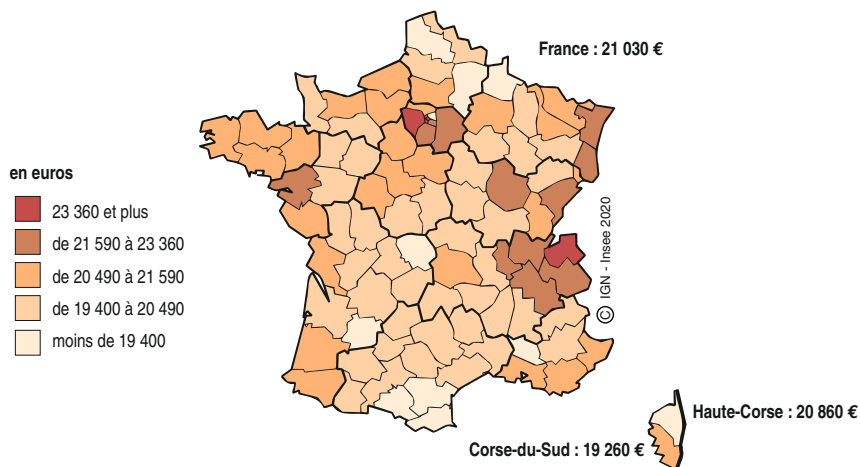
Revenus

Revenu des ménages et taux de pauvreté en 2017

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Nombre de ménages fiscaux	56 993	66 985	123 978	27 443 031
Part des ménages imposables (%)	51,8	44,1	47,6	52,0
Révenu médian déclaré par UC (en Euros)	21 090	19 110	20 030	21 120
Taux de pauvreté (en %)				
- Ensemble :	16,5	20,6	18,7	14,5
- Selon l'âge du référent fiscal :				
Moins de 30 ans	20,6	27,8	24,8	22,4
75 ans ou plus	16,2	19,4	17,9	9,0
- Selon la composition des familles :				
Famille mono-parentale	24,4	30,6	27,8	29,3
- Selon la source principale des revenus déclarés :				
Retraites, pensions, rentes	19,0	22,8	21,1	11,8

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal

Revenu annuel médian disponible par unité de consommation en 2017



Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal

18,7 %
Le taux de pauvreté
le plus élevé des régions

21,1 %
des retraités
pauvres en 2017

Prestations sociales

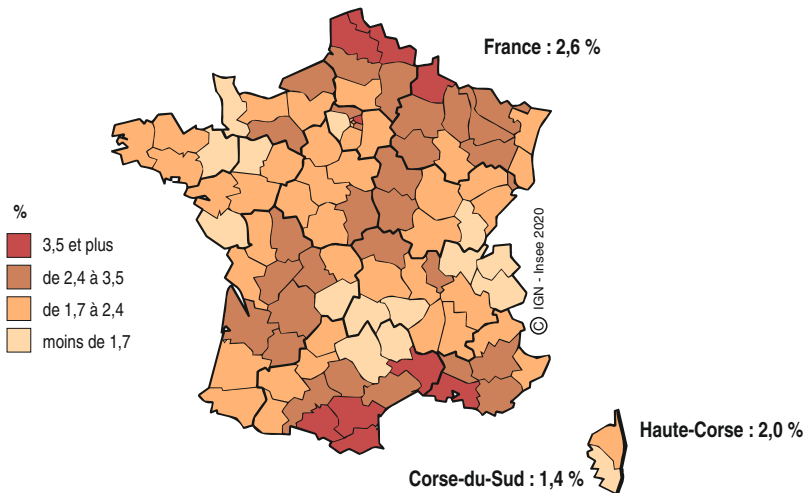
Handicap, dépendance et autres indicateurs sociaux au 31 décembre 2018

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France métropolitaine
Allocation Adultes Handicapés (AAH)	3 288	4 475	7 763	1 152 063
Taux dans la population des 20 à 64 ans en %	3,7	4,4	4,1	3,2
Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2017	6 341	5 613	11 954	1 275 576
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et +	34	29	32	21
Bénéficiaires de l'APA à domicile pour 100 personnes de 75 ans et +	17,0	37,7	26,3	18,9
Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMU-C)				
Bénéficiaires de la CMUC	7 412	10 512	17 924	4 896 811
Taux couverture CMUC pour 1 000 habitants	4,7	5,9	5,3	7,6
Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS)	750	860	1 610	393 190
Taux ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans	0,8	0,8	0,8	1,0

Sources : Drees ; Insee, estimations de population

Revenu de solidarité active (RSA) en 2019

Taux d'allocataires pour 100 habitants



Sources : Cnaf; Insee, estimations de population

5,3 %
part des bénéficiaires
de la CMU-C en 2018

1,8
allocataires du RSA
pour 100 habitants
en 2019

Secteurs d'activité

Plus du tiers de la production électrique est renouvelable

Dans la région, au 31 décembre 2017, le secteur industriel emploie 6 320 personnes dans 2 000 établissements. La grande majorité des salariés de l'industrie travaille dans l'agroalimentaire (40 %) et l'énergie (30 %).

En 2019, la production d'électricité en Corse est à 42 % d'origine thermique, provenant des centrales du Vazzio et de Lucciana, et à 27,5 % issue d'énergies renouvelables principalement grâce aux barrages hydroélectriques (Prunelli, Golo, Fium'Orbu et Rizzanese). Le reste est importé via les interconnexions avec la Sardaigne et l'Italie continentale (30,5 %).

Orientation à la baisse des logements autorisés

En Corse, la construction représente 10 520 personnes travaillant dans 5 560 établissements fin 2018. Le gros œuvre compte le plus grand nombre de salariés (43,4 % des effectifs du secteur).

Sur 2019, 4 400 logements ont été autorisés à la construction, soit une baisse marquée de -27,0 % sur un an. L'évolution est plus défavorable en Haute-Corse (-34 %) qu'en Corse-du-Sud (-19 %). Dans la région, les ventes de logements neufs sont en hausse pour les appartements et stables pour les maisons.

Prédominance des services et commerce

Les activités de services et commerce dominent le paysage économique de l'île, avec 52 300 salariés répartis dans 23 250 établissements dans le secteur marchand. Les établissements sont les plus nombreux dans le soutien aux entreprises (16,3 %) et le commerce (33,6 %).

Le commerce emploie 17 600 salariés travaillant majoritairement dans le commerce de détail (66,5 %, soit dix points de plus qu'en moyenne française). À l'inverse, le commerce de gros est sous-représenté : il concerne 22,3 % des salariés du commerce contre 30,9 % au niveau national.

La viticulture, moteur de l'agriculture corse

Avec 191 060 hectares en 2019, la surface agricole utilisée (SAU) des exploitations corses couvre moins du quart du territoire régional contre la moitié en moyenne française. La surface toujours en herbe occupe 86 % de la superficie agricole, trois fois plus qu'à l'échelle nationale. Vignes et vergers s'étendent sur plaines et coteaux littoraux tandis que l'élevage extensif prédomine en altitude.

Les 2 600 exploitations agricoles emploient environ 5 000 permanents (3 860 unités de travail annuel ou UTA), auxquelles s'ajoutent chaque année un peu plus de 450 UTA de saisonniers. La viticulture représente la moitié du potentiel économique des exploitations de l'île, l'arboriculture 1/5°.

En 2019, 71 jeunes agriculteurs ont déposé un dossier d'installation, soit le meilleur chiffre de la décennie.

Une année de baisse pour le tourisme

En 2019, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse est en baisse de 3,3 % sur un an. Cette baisse est particulièrement marquée dans le maritime, de -4 % sur les lignes régulières à -12,5 % pour les croisiéristes. L'aérien résiste et avec 4,3 millions de passagers sa baisse n'est que de 0,6 %.

Cette baisse du transport de passagers se répercute logiquement sur la fréquentation dans les hébergements touristiques marchands. Les campings connaissent la baisse la plus marquée (-6,9 %), suivis des hôtels (-3 %) et des Autres Hébergements Collectifs de Tourisme (AHCT -1,5 %).

Energie

Parc de production d'énergie électrique de la Corse

Moyens de production fin 2019

Moyens thermiques

Centrale du Vazzio	
Centrale de Lucciana	369,3 MW
Turbines à combustion	

Interconnexions

Câble Sardaigne-Corse (SARCO)	
Câble Sardaigne-Corse-Italie (SACOI)	150 MW

Énergies renouvelables

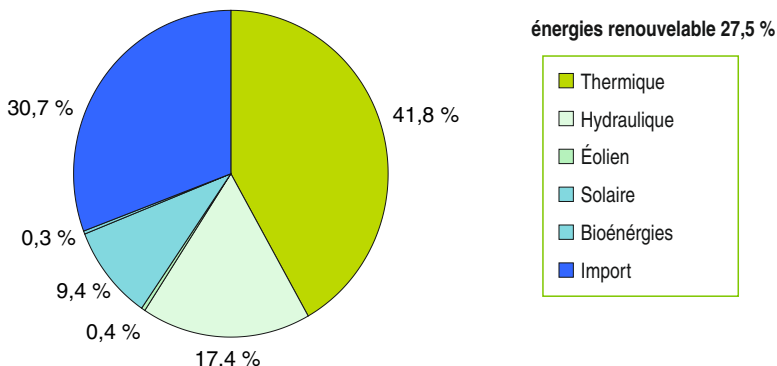
Quatre aménagements hydro-électriques	
Prunelli (Tolla, Ocana, Pont de la Vanna)	
Golo (Castirla, Corscia, Sovenzia)	194 MW
Fium'Orbu (Sampolo)	
Rizzanese (Sainte-Lucie de Tallano)	
Micro-centrales électriques	29,2 MW
Trois parcs éoliens	18,0 MW
Installations photovoltaïques	152,1 MW
Installation de production électrique à partir de biogaz	2,3 MW

Total puissance installée **914,9 MW**

Source : EDF Corse - Dreal

Production électrique 2019 : 2 322 942 GW/h

Répartition



Source : EDF

27,5 %
de la production électrique
issue des énergies
renouvelables

La moitié
de la consommation
d'énergie sous forme
de produits pétroliers

Industrie

Établissements de l'industrie et effectifs salariés au 31 décembre 2017

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes
Ensemble (nombre)	943	3 237	1 059	3 084	2 002	6 321	266 437	3 147 684
Part (%)								
Denrées alimentaires, produits à base de tabac	33,9	31,8	34,6	49,0	34,3	40,2	23,7	19,0
Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines	1,6	1,9	1,4	2,6	1,5	2,2	4,6	13,0
Matériels de transport	0,5	6,9	0,5	0,5	0,5	3,8	1,3	11,4
Autres produits industriels	57,4	23,1	56,8	24,4	57,0	23,7	28,0	45,3
Extraction, énergie, eau, déchets	6,6	36,3	6,8	23,5	6,7	30,1	9,6	11,3

Source : Insee, FLORES et base-non salariés 2017 (champ marchand non agricole)

Construction

Établissements de la construction et effectifs salariés au 31 décembre 2017

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes
Ensemble (nombre)	2 735	5 408	2 827	5 110	5 562	10 518	497 156	1 396 888
Part (%) :								
Promotion immobilière	1,7	1,5	1,5	1,0	1,6	1,3	1,2	1,9
Travaux publics	9,1	21,2	9,5	20,3	9,3	20,8	9,4	26,6
Gros œuvre	34,8	42,2	31,6	44,8	33,1	43,4	19,5	17,5
Second œuvre	54,4	35,1	57,5	33,8	56,0	34,5	69,8	53,9

Source : Insee, FLORES et base-non salariés 2017 (champ marchand non agricole)

40,2 %
des salariés
de l'industrie
dans l'agroalimentaire

43,4 %
des salariés
de la construction
dans le gros œuvre

Construction et ventes de logements neufs - Dreal

Logements autorisés en 2019

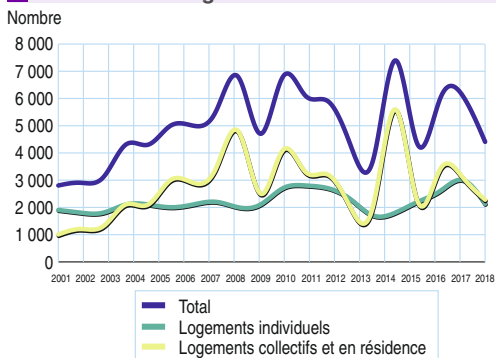
	Logements	Évolution	Évolution annuelle moyenne
	2019 Nombre	2019/2018 %	2018/2013 %
Corse-du-Sud	2 300	- 19,0	9,7
Haute-Corse	2 100	- 34,0	13,2
Corse	4 400	- 27,0	11,5
France	423 200	0,0	3,2

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle estimée. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies

Champ : France métropolitaine

Source : SOeS, Sit@del2

Évolution des logements autorisés en Corse



Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle.
Source : SOeS, Sit@del2

Ventes des maisons et des appartements neufs en 2019

	Corse			France		
	En 2019 (nombre ou prix en euros)	Évolution 2019/2018	Évolution annuelle 2019/2013	En 2019 (nombre ou prix en euros)	Évolution 2019/2018	Évolution annuelle 2019/2013
Maisons neuves						
Nombre de ventes*	72	=	- 6,5	7 815	- 7,8	0,0
Prix moyen par maison (€)	407 969	14,2	5,9	278 580	5,4	2,6
Appartements neufs						
Nombre de ventes*	1 604	12,8	3,1	121 388	2,4	9,7
Prix moyen au m ² (€)	3 519	- 2,4	0,4	4 249	4,0	2,0

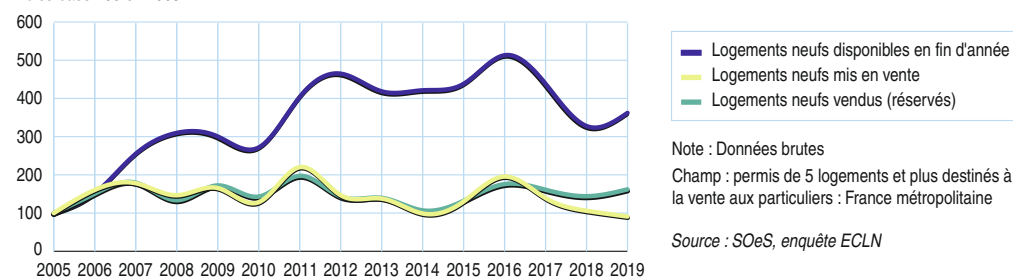
*réservations avec dépôt d'arrhes

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

Source : SOeS, enquête ECLN

Évolution de la commercialisation des logements neufs en Corse

Indice base 100 en 2005



Note : Données brutes

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

Source : SOeS, enquête ECLN

-27 %
Baisse des
logements autorisés
entre 2018 et 2019

3 519 euros
Prix moyen au m²
des appartements neufs
en 2019

Services

Établissements des services et du commerce et effectifs salariés au 31 décembre 2017

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes
Ensemble (nombre)	11 567	26 453	11 691	25 845	23 258	52 298	3 391 022	12 132 544
Part (%) :								
Commerce	24,5	32,2	24,6	35,1	24,6	33,6	23,4	27,6
Transports et entreposage	3,0	12,1	3,5	11,2	3,2	11,6	4,5	11,4
Hébergement et restauration	17,8	12,8	16,0	10,2	16,9	11,6	8,5	8,9
Information et communication	2,0	3,2	1,9	2,0	2,0	2,6	4,1	6,4
Activités financières et d'assurance	2,0	4,6	2,4	4,2	2,2	4,4	3,3	7,1
Activités immobilières	3,1	2,1	3,0	1,9	3,0	2,0	2,9	2,1
Soutien aux entreprises	19,4	15,9	18,4	16,7	18,9	16,3	22,1	22,5
Enseignement, santé, action sociale	18,1	12,8	19,4	15,0	18,8	13,9	21,1	10,2
Autres activités de services	10,0	4,3	10,9	3,7	10,4	4,0	10,2	3,8

Source : Insee, FLORES et base-non salariés 2017 (champ marchand non agricole)

Commerce

Établissements du commerce et effectifs salariés au 31 décembre 2017

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes	Etab	Postes
Ensemble (nombre)	3 044	8 520	3 113	9 061	6 157	17 581	792 824	3 349 944
Part (%) :								
Commerce de détail	68,2	69,6	40,4	63,7	54,2	66,5	64,8	57,4
dont : hypermarchés et supermarchés	1,2	23,7	1,1	22,5	1,1	23,1	1,7	18,7
Commerce de gros	15,0	18,9	15,4	25,5	15,2	22,3	21,4	30,9
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	9,9	11,5	10,9	10,8	10,4	11,1	13,8	11,7

Source : Insee, FLORES et base-non salariés 2017 (champ marchand non agricole)

33,6 %
des salariés
des services
dans le commerce

les deux tiers
des salariés
du commerce dans
le commerce de détail

Agriculture

Caractéristiques des exploitations agricoles

	Corse	France
Exploitations (nombre)*	2 626	451 606
dont : moyennes et grandes	1 582	308 061
Superficie agricole utilisée (SAU) (ha)*	159 000	27 623 000
dont : moyennes et grandes	115 000	25 737 000
SAU moyenne par exploitation (ha)	61	61
dont : moyennes et grandes	73	84
Production brute standard (PBS) (milliers d'euros)*	210 800	56 348 000
dont : moyennes et grandes	198 000	55 150 000
PBS moyenne par exploitation (milliers d'euros)	80	125
dont : moyennes et grandes	125	179

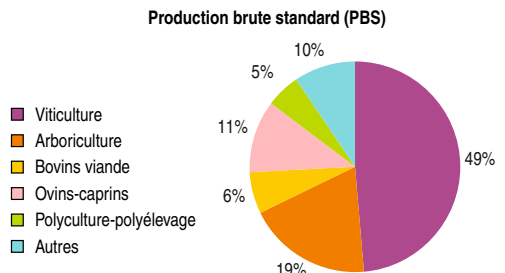
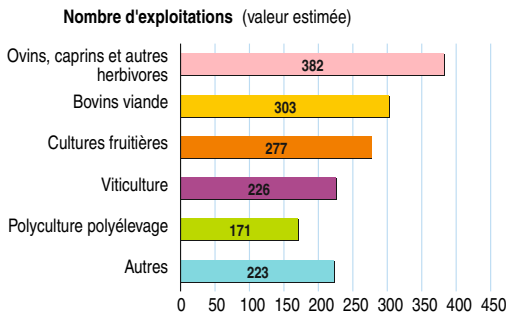
*valeur estimée

Source : Agreste, Enquête sur la structure des exploitations agricoles 2013

4 sur 10
exploitations corse sont
des petites exploitations
3 sur 10
à l'échelle métropolitaine

2 sur 3
salariés agricoles
travaillent
la vigne ou le verger

Répartition des exploitations moyennes et grandes selon leur spécialisation



Source : Agreste, Enquête sur la structure des exploitations agricoles 2013

Utilisation du territoire agricole en 2019

	Corse		Evolution 2018/2019 %	France
	Surface en ha	%		%
TERRES ARABLES	11 936	6	1	67
-Céréales (y compris semences)	1 305	1	- 6	35
-Oléagineux et protéagineux (y compris semences)	22	0	0	8
-Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	545	0	25	0
-Légumes	445	0	0	1
-Fourrages annuels	830	0	0	6
-Prairies artificielles et temporaires	7 295	4	1	12
-Autres	1 494	1	0	6
CULTURES PERMANENTES hors STH	13 725	7	- 1	4
-Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies, noyeraies)	7 057	4	- 3	1
-Vignes	6 668	3	0	3
Surfaces toujours en herbe des exploitations	165 400	87	1	29
SURFACE AGRICOLE UTILISÉE (SAU) DES EXPLOITATIONS	191 061	100	1	100

Source : Agreste, Statistique agricole annuelle, données 2019 provisoires

Agriculture

Effectifs de bétail en 2019

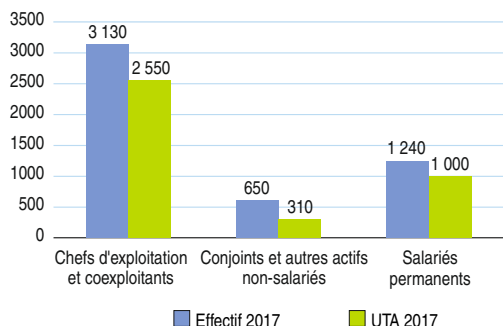
	Nombre de têtes			Production	
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	Quantités	Unités
Bovins	21 293	38 204	59 497	1 815	Tec*
dont vaches nourrices	11 090	20 650	31 740		
Ovins	28 196	82 646	110 842	98 800	Hectolitres de lait
dont brebis-mères	21 200	62 140	83 340		
Caprins	14 810	32 128	46 938	60 190	Hectolitres de lait
dont chèvres (femelles ayant mis bas)	11 306	24 525	35 831		
Porcs	35 403	20 581	55 984	4 226	Tec*
dont truies de 50 kg et plus	2 925	1 695	4 620		
Volailles	47 000	11 000	58 000	14 500	Milliers d'oeufs
Rûches	7 000	14 900	21 900	342	Tonnes de miel

*Tec : tonne équivalent carcasse

Source : Agreste, Statistique agricole annuelle, données 2019 provisoires

L'emploi agricole en 2017

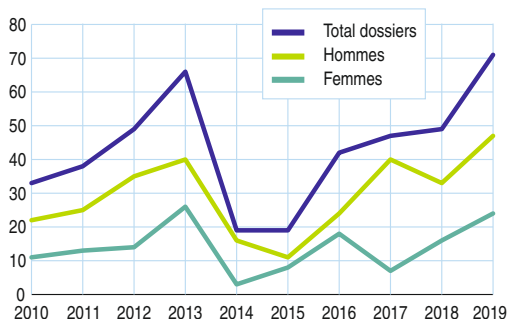
Main d'oeuvre agricole permanente 2017



Source : Agreste - bilan annuel de l'emploi agricole - Résultats 2017

Dossiers d'installation de jeunes agriculteurs

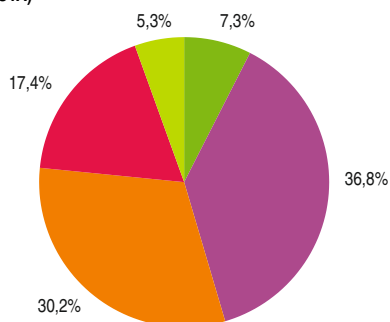
Nombre



Source : DRAAF de Corse

Répartition des salariés agricoles par grands secteurs *

(1 470 UTA)



- Maraîchage - horticulture
- Viticulture
- Fruits et autres cultures permanentes
- Elevages
- Polyculture, polyélevage

* Y compris les chefs et coexploitants salariés

* Y compris saisonniers

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole - Résultats 2017 (estimations)

en 10 ans
les surfaces
en plantes aromatiques,
médicinales et à parfum
ont quadruplé

71 dossiers
en 2019
La dynamique d'installation
des jeunes agriculteurs
se poursuit

Transports

Passagers

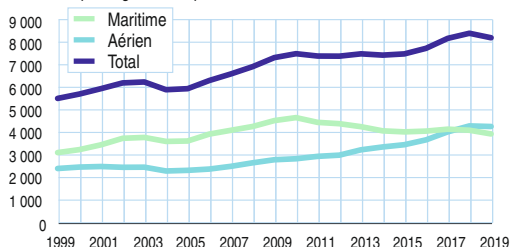
Répartition des passagers transportés selon le type de trafic en 2019
(nombre de passagers au départ et à l'arrivée)

Ports et (ou) aéroports	Maritime		Aérien	Total
	Lignes régulières	Croisières	Lignes régulières et charter	
Ajaccio	940 900	774 150	1 618 350	3 333 400
Bastia	2 114 800	19 200	1 559 400	3 693 400
Bonifacio	288 850	5 900	///	294 800
Calvi	///	///	336 000	336 600
Figari	///	///	748 650	748 650
L'Île-Rousse	335 900	3 800	///	339 700
Porto-Vecchio	195 550	7 350	///	202 900
Propriano	58 250	44 550	///	102 800
Ensemble	3 934 250	855 000	4 263 000	9 052 250
Evolution 2019/2018	- 4,0 %	-12,5 %	-0,6 %	-3,3 %

Source : Observatoire régional des transports de la Corse

Évolution des trafics passagers sur lignes régulières et charter

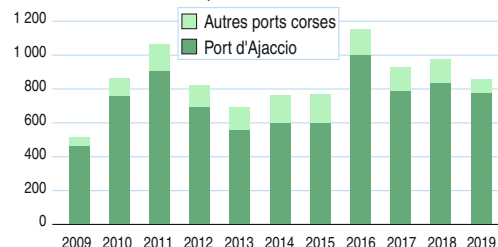
Milliers de passagers au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse

Évolution des trafics croisières annuels par port

Milliers de croisiéristes au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse

Marchandises

Trafics maritimes de marchandises français et étrangers

En tonnages nets	2017	2018	2019	Évolution 2018/2019 (%)
Entrées : Roll	1 453 242	1 484 895	1 463 970	- 1,4
Ciment en vrac	128 816	120 800	114 432	- 5,3
Hydrocarbures	414 964	399 287	367 109	- 8,1
Gaz liquide	25 394	22 927	21 043	- 8,2
Total entrées	2 022 416	2 027 909	1 966 554	- 3,0
Sorties : Roll	254 299	236 855	277 312	17,1
Total entrées+sorties	2 276 715	2 264 764	2 243 866	- 0,9

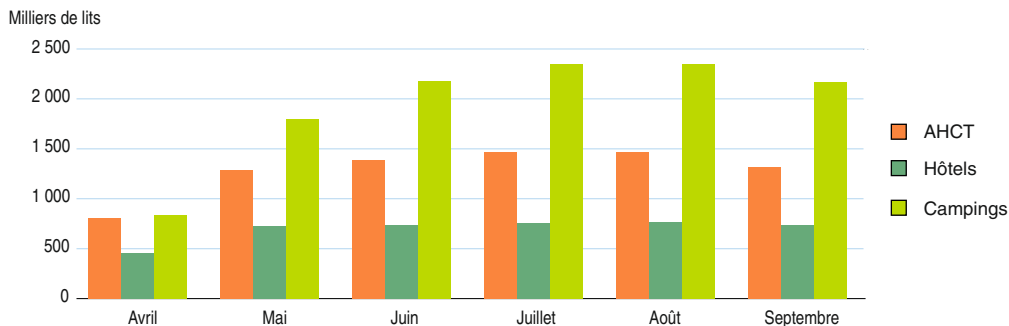
Source : Observatoire régional des transports de la Corse

855 000
de croisiéristes en 2019

- 0,9 %
Baisse du trafic de marchandises
entre 2018 et 2019

Capacité d'accueil des hébergements marchands

Capacités mensuelles en lits touristiques en Corse durant la saison 2019

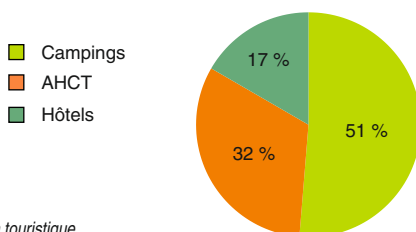


Note : Nombre de place-lits journaliers multipliés par le nombre de jour du mois

Champ : établissements ouverts

Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

Répartition des lits touristiques de l'offre marchande en Corse en août 2019

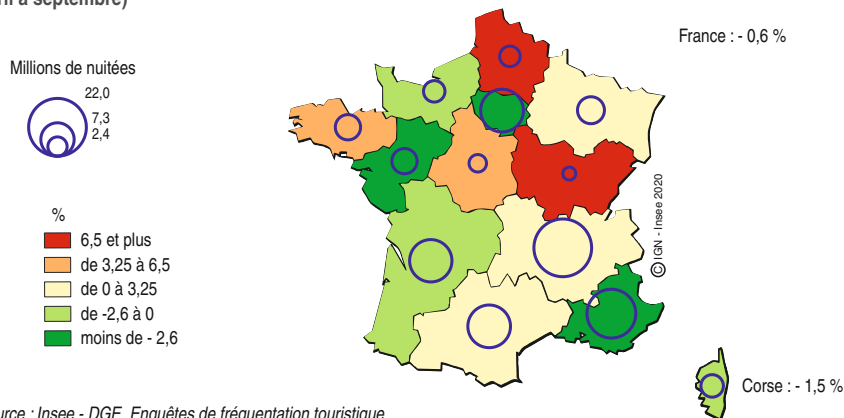


Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

Autres hébergements collectifs de tourisme - AHCT

Fréquentation des AHCT en 2019 et évolution par rapport à 2018

(avril à septembre)



Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

4 584 000 unités
Offre en lits touristiques
en août 2019

-1,5 %
baisse des AHCT
entre 2018 et 2019

Hôtels

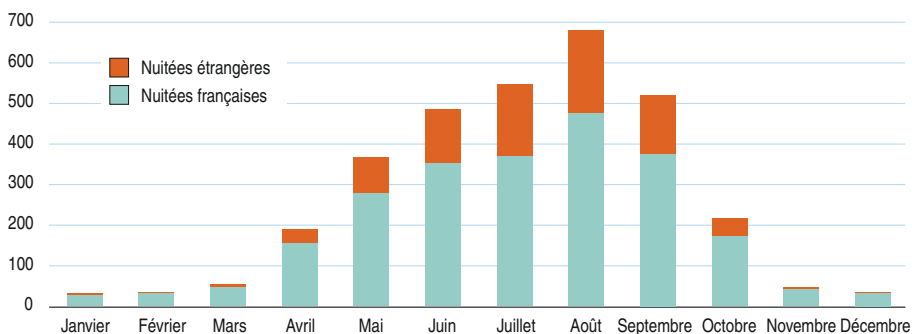
Fréquentation des hôtels de Corse en 2019

	Saison 2019 avril à septembre	Année 2019
Ensemble des nuitées	2 785 800	3 202 600
dont : 1 et 2 étoiles	321 200	386 900
3 étoiles	1 528 700	1 731 000
4 étoiles et plus	590 500	706 400
Non classés	345 500	378 300
dont : Nuitées françaises	2 007 800	2 363 100
Nuitées étrangères	778 000	839 500

Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

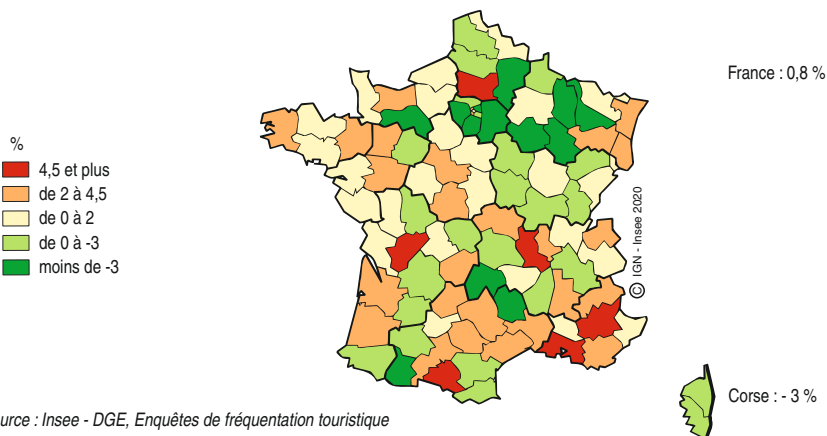
Fréquentation des hôtels de Corse selon la clientèle en 2019

Milliers de nuitées



Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

Évolution des nuitées totales dans les hôtels entre 2018 et 2019



Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

54 %
des nuitées hôtelières
dans les
établissements 3*

- 3 %
baisse de la fréquentation
des hôtels
entre 2018 et 2019

Campings

Fréquentation des campings de Corse pendant la saison 2019

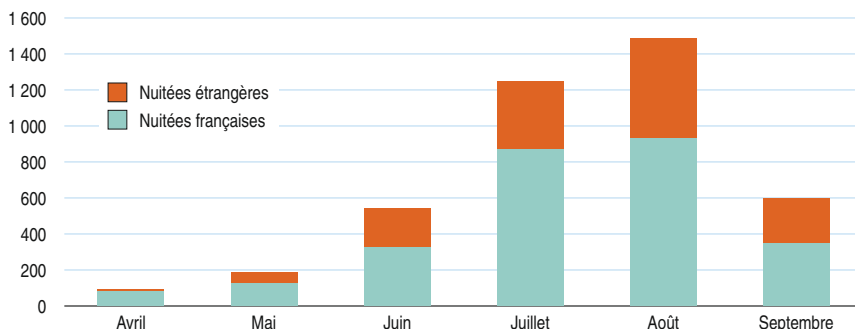
Avril à septembre

	Ensemble	dont emplacements nus	dont emplacements équipés
Ensemble des nuitées	4 151 300	2 097 400	2 050 550
dont : 1 et 2 étoiles	669 800	477 500	192 300
3 étoiles et plus	3 046 300	1 344 900	1 701 450
Non classés	435 200	275 000	156 800
dont : Nuitées françaises	2 670 300	1 093 400	1 576 900
Nuitées étrangères	1 481 000	1 004 000	477 000

Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

Fréquentation des campings de Corse selon la clientèle en 2019

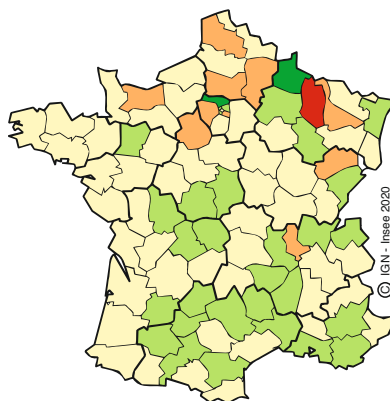
Milliers de nuitées



Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

Évolution des nuitées totales dans les campings entre 2018 et 2019 (avril à septembre)

- %
- 6,5 et plus
 - de 3,25 à 6,5
 - de 0 à 3,25
 - de -2,6 à 0
 - moins de -2,6



France : - 2,9 %



Corse : - 6,9 %

Source : Insee - DGE, Enquêtes de fréquentation touristique

35,7 %
de nuitées étrangères
dans les campings

- 6,9 %
baisse de la fréquentation
des campings
entre 2018 et 2019

Environnement

Site Ramsar : L'objectif de la Convention de Ramsar (ratifiée en 1971 à Ramsar en Iran) est d'enrayer la tendance à la disparition des zones humides, de favoriser leur conservation, ainsi que celle de leur flore et de leur faune et de promouvoir et favoriser leur utilisation rationnelle.

Zone Natura 2000 : Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats.

Sites d'intérêt communautaire (SIC) : site visant à maintenir ou à rétablir le bon état de conservation de certains habitats et espèces (animales et végétales), considérés comme menacés, vulnérables ou rares dans la ou les régions biogéographiques concernées.

Zone de protection spéciale (ZPS) : zones intégrées au réseau Natura 2000 et identifiées pour assurer la conservation des espèces d'oiseaux menacés.

Population

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Taux de mortalité : rapport du nombre de décès de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

La nouvelle méthode de recensement : depuis 2004, la nouvelle méthode de recensement substitue au comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans une technique d'enquêtes annuelles. Elle distingue les communes de moins de 10 000 habitants d'une part, recensées une fois tous les 5 ans par roulement, et les communes de plus de 10 000 habitants d'autre part, pour lesquelles un échantillon d'adresses regroupant environ 8 % de la population est recensé chaque année.

Ménage : ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Famille : partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant).

Famille monoparentale : comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Catégories socioprofessionnelles : la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dite PCS classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non).

Logements

Résidence principale : logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

Résidence secondaire : logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

Logement occasionnel : logement ou pièce indépendante utilisée occasionnellement pour des raisons professionnelles.

Logement vacant : un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

Éducation - Formation professionnelle

L'apprentissage : a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Économie générale

Valeur ajoutée brute : différence entre la valeur des biens et services produits et celle des biens et services utilisés pour la production (consommations intermédiaires).

Produit intérieur brut (PIB) : somme des valeurs ajoutées brutes augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques) moins des subventions sur les produits. Le PIB correspond à la valeur des biens et services produits sur le territoire économique et disponibles pour les emplois finaux (consommation, stockage, investissement et exportation).

PIB en valeur : le PIB est dit "en valeur" ou "nominal" si ses différentes composantes sont évaluées aux prix de l'année en cours (PIB à prix courants).

PIB en volume : le PIB est dit "en volume" ou "réel" si les montants qui le constituent ont été évalués aux prix d'une année donnée choisie comme année de base (PIB à prix constants corrigés de la hausse des prix).

PIB par emploi : le PIB en volume par emploi est une approximation de la productivité apparente du travail par tête.

Entreprises - Établissements

Entreprise : unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Établissement : unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Création d'entreprise : correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur. Il n'y a création d'entreprise que si elle s'accompagne de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette nouvelle notion de création d'entreprise inclut les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation remonte à plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise quand deux caractéristiques du siège de l'entreprise sur trois parmi l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité et la localisation sont modifiées lors de la reprise.

Défaillance d'entreprise : une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. La procédure judiciaire peut avoir différentes issues : liquidation de l'entreprise, poursuite de l'activité suite à un plan de continuation, reprise de l'activité suite à un plan de cession.

Il ne faut pas confondre cette notion avec la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise).

Régime du micro-entrepreneur : nouvelle dénomination pour celui de l'auto-entrepreneur depuis décembre 2014. Ce régime s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle. Ses formalités sont allégées. Le micro-entrepreneur bénéficie : du régime micro-social ; d'un régime micro-fiscal ; d'une exonération temporaire de la cotisation foncière des entreprises ; d'une exonération ou d'une franchise de TVA. Il est tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM). L'immatriculation est gratuite.

Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié (Flores) : Flores est un ensemble de fichiers de micro-données qui décrivent l'emploi salarié et les rémunérations au niveau des établissements. L'objectif principal est de servir de base à des études nationales, ou le plus souvent, locales, pour décrire le tissu économique d'un territoire donné jusqu'au niveau de la commune. Flores couvre l'ensemble de l'emploi salarié, quel que soit le secteur d'activité et le type d'employeur (public ou privé, y compris les particuliers employeurs).

Base non salariés : L'objectif de la base non-salariés est d'étudier annuellement l'emploi et les revenus d'activité des personnes non salariées (y compris les micro-entrepreneurs). La base non-salariés permet de mesurer des effectifs de non-salariés et des niveaux de revenus par secteurs d'activité.

Entreprise artisanale : qui exerce, sous la direction d'une personne ayant la qualification requise d'artisan ou de maître artisan, en n'employant en principe pas plus de dix salariés, une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de service relevant de l'artisanat ; immatriculée au répertoire des métiers.

Emploi - Marché du travail

Population active : regroupe la population ayant un emploi, les chômeurs et les militaires du contingent.

Taux d'activité : rapport entre la population active et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'activité d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Taux d'emploi : rapport entre la population active ayant un emploi et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'emploi d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Estimations d'emploi localisées (Estel) : le champ couvert est l'emploi total salarié et non salarié au 31 décembre, répertorié BIT, et mesuré au lieu de travail et lieu de résidence, avec prise en compte de la multi-activité. C'est une synthèse de sources : DADS, fichiers de paye des agents de l'Etat, particuliers employeurs et fichiers MSA et Accoss.

Emploi - Marché du travail (suite)

Chômeur au sens du BIT (Bureau international du travail) : personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs (au sens du BIT) à la population active totale.

Correction des variations saisonnières (CVS) : Technique que les statisticiens emploient pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales.

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) : comptabilisent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Les demandes d'emploi enregistrées (DEE) : demandes nouvelles enregistrées par Pôle emploi au cours du mois.

Les demandes d'emploi sorties (DES) : demandes sorties des fichiers du Pôle emploi au cours du mois.

Revenus

FiLoSoFi : Fichier localisé social et fiscal (Dispositif), mis en œuvre afin de disposer d'indicateurs de niveau de vie, d'inégalité et de pauvreté à un niveau local infra-départemental.

Taux de pauvreté : part des personnes ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil est fixé à 60 % du niveau de vie médian en métropole. Il est estimé à 1 000 euros mensuels en 2013.

Revenu disponible : revenus d'activité (nets des cotisations sociales), revenus du patrimoine, transferts en provenance d'autres ménages et prestations sociales (y compris pensions de retraite et indemnités de chômage), nets des impôts directs.

Niveau de vie : revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

Niveau de vie médian : Partage les ménages en 2 groupes : la moitié a un revenu supérieur, l'autre moitié un revenu inférieur.

Unité de consommation (UC) : le 1^{er} adulte du ménage compte pour 1 UC, les autres personnes de plus de 14 ans pour 0,5 UC, les enfants pour 0,3 UC.

Prestations sociales : aides versées par la Caisse d'Allocations Familiales en fonction de la situation de famille et sous certaines conditions dans différents domaines : enfance et famille, solidarité et insertion et logement.

Revenu de solidarité active (RSA) : allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti.

CMU complémentaire (CMU-C) : permet de fournir une couverture complémentaire gratuite à toute personne résidant en France de manière stable et régulière, sous condition de ressources fixée par décret.

Allocation personnalisée d'autonomie (APA) : entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002, cette allocation a été mise en place pour pallier la perte d'autonomie des personnes âgées. Elle est versée par les conseils départementaux. Pour en bénéficier, il faut avoir au moins 60 ans, résider en France et avoir besoin d'une assistance pour réaliser les actes de la vie quotidienne (faire sa toilette, se nourrir...) ou avoir besoin d'une surveillance régulière. La personne doit être dépendante.

Industrie / Énergie - Construction

Énergies renouvelables : énergie d'origine solaire, éolienne, hydraulique, géothermique, ainsi que le bois de chauffage, les résidus de récolte, les biogaz, les biocarburants, les déchets urbains ou industriels et les pompes à chaleur.

Logement autorisé : un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement collectif : logement dans un immeuble collectif (appartement).

Logement individuel : construction qui ne comprend qu'un logement (maison).

Logement en résidence : logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques.

Agriculture

Exploitation agricole : unité économique qui participe à la production agricole et qui répond aux critères suivants :

- une activité agricole soit de production, soit de maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales.
- une dimension minimale en surface (1 hectare de surface agricole utilisée, 20 ares de cultures spécialisées) ou un seuil minimal de production (1 vache ou 6 brebis mères...)
- une gestion courante et indépendante de toute autre unité.

Enquête sur la structure des exploitations agricoles (ESEA) : enquête permettant de suivre l'évolution structurelle des exploitations agricoles entre deux recensements. Elle est réalisée par sondage auprès d'un échantillon représentatif d'exploitations, contrairement aux recensements agricoles qui sont réalisés de façon exhaustive. L'application de coefficients aux valeurs obtenues permet d'obtenir une estimation de la valeur de chaque donnée pour l'ensemble des exploitations agricoles.

Statistique agricole annuelle (SAA) : opération statistique réalisée par les services statistiques du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt selon des règles définies au niveau européen. Les données recueillies sont relatives aux statistiques d'utilisation des terres et de production agricole (superficies, rendements, effectifs animaux, ...). Elles s'intéressent à une année complète de production (année civile ou campagne de production).

Surface agricole utilisée (SAU) et surfaces toujours en herbe (STH) : Elle comprend les terres arables (grandes cultures, cultures maraîchères, prairies artificielles ...), les surfaces toujours en herbe (prairies naturelles, alpages, landes et parcours, ...) et les cultures permanentes (vignes, vergers, ...).

Production brute standard (PBS) : la PBS exprime le potentiel économique d'une exploitation. Elle correspond à un volume annuel des productions d'une exploitation valorisées à un prix moyen calculé sur une période de référence de 5 ans. Elle permet de classer les exploitations selon leur dimension économique en « **petites, moyennes et grandes exploitations** ». Les petites exploitations ont une PBS inférieure à 25 000 €, les grandes une PBS supérieure ou égale à 100 000 €. Elle permet également de déterminer leur orientation technico-économique (OTEX) en fonction de la part relative de chacune des productions dans la formation de la PBS totale. Une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse deux tiers du total.

Unité de travail annuel (UTA) : unité de mesure de la quantité de travail fournie sur une exploitation par l'ensemble des actifs en équivalent temps plein. Une UTA correspond à 225 jours de travail dans l'année. La conversion du nombre d'actifs en UTA permet de prendre en compte le travail à temps partiel et le travail réalisé par les salariés saisonniers et en prestation de service.

Tourisme

Touriste : visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé, pour un motif professionnel ou privé.

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement d'hébergement.

Autres Hébergements Collectifs de Tourisme (AHCT) : auberges de jeunesse, centres internationaux de séjour, centres sportifs, résidences de tourisme, résidences hôtelières de chaîne, villages vacances, maisons familiales.

Places-lits ou lits touristiques : capacité d'accueil des hébergements exprimée en lits. Selon la direction du Tourisme, la méthode de calcul utilisée (hors capacité réelle déclarée) est la suivante :

- nombre de lits en hôtels ou en chambres d'hôtes : nombre de chambres $\times 2$;
- nombre de lits en campings : nombre d'emplacements nus $\times 3$; nombre d'emplacements équipés $\times 4$;
- nombre de lits en meublés : nombre d'unités d'hébergements $\times 4$;

Avertissement

Les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine. Certains tableaux correspondent à la France entière (France métropolitaine et départements d'outre-mer).

En raison des arrondis, la somme des % dans certains tableaux de répartition peut ne pas être égale à 100.

Signes conventionnels utilisés :

... = données non disponibles ; (p) = données provisoires ; /// = sans objet.

Insee Dossier

Corse

La Corse en bref

La Corse en bref vise à favoriser la connaissance de l'environnement socio-économique de notre région. Elle s'adresse aussi bien aux institutionnels qu'à un public plus large, soucieux de mieux comprendre la Corse. Afin d'appréhender les spécificités de l'île et de situer la Corse dans le contexte national, l'édition 2020 de la Corse en bref offre un panorama le plus complet possible des thématiques à l'échelle régionale. Celles relatives à la population, l'économie générale, le marché du travail, les entreprises, les revenus, la fréquentation touristique et les transports demeurent au cœur du dossier, mais aussi des données qui portent sur le territoire, l'environnement, le logement ainsi que des informations concernant l'industrie, l'énergie, la construction, le commerce, les services, l'agriculture, la santé, l'enseignement et la formation professionnelle.

Dossier n° 15
Novembre 2020

Insee Corse

Résidence du Cardo,
rue des Magnolias
CS 70 907
20700 Ajaccio cedex 9

Directeur de la publication :
Véronique Daudin

Rédactrice en chef adjointe :
Claude Thomas

Impression :
Agence Elixir, Besançon

ISSN : 2429-8743 (en ligne)
ISSN : 2498-0056 (imprimé)
Dépot légal : novembre 2020
© Insee 2020

